MAG de l'ESSONNE
OCTOBRE 2011 • N°124
essonne.fr
NOUVELLE FORMULE
GRAND STADE DE RUGBY
Rejoignez le comité de soutien
terrederugby.essonne.fr
Lire p. 14
Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

Grand angle

Lire p. 9

Défendons la santé publique en Essonne

À la Une

Lire p. 8

+ de 600 millions d'euros pour les transports

Focus

Lire p. 14

L'Essonne en 1re ligne pour décrocher le Grand Stade de rugby

L'Essonne c'est nous

Lire p. 18

12 heures... avec les soldats du feu

Toute l'actualité du 91
essonne.fr

Pour recevoir chaque semaine la Newsletter du Conseil général
contact@essonne.fr

Le Conseil général est aussi sur
facebook

LE MAG DE L'ESSONNE
MAGAZINE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE
PAPIER 100 % RECYCLÉ
ENCRE VÉGÉTALE
FILM BIODÉGRADABLE

Directeur de la publication :
Jérôme Guedj
Directrice de la rédaction :
Mélanie Duclos
mduclos@cg91.fr
Réalisation :
Direction de la communication et de l'information du Conseil général
Rédactrice en chef :
Aurélie Bourgeois
abourgeois@cg91.fr
Rédactrice en chef adjointe :
Chiara Penzo-Bénier
cpenzo-benier@cg91.fr
Assistante de la rédaction :
Laurence Duvert
lduvert@cg91.fr
Ont participé à la rédaction :
Les journalistes de Citizen Press
Conception/réalisation maquette :
Marianne Catinot
Responsable du site essonne.fr :
Vincent Bolantin
vbolantin@cg91.fr

Pour contacter l'équipe du mag :
01 60 91 91 06
Pour envoyer vos informations
au moins trois mois avant votre événement : Le mag de l'Essonne, Hôtel du département, boulevard de France, 91012 Évry Cedex
ou par courriel à lduvert@cg91.fr

Impression : Grenier RCS Créteil B 622 053 189,
N° ISSN 1274-4689
Distribution :
La Poste/Médiapost
503 000 exemplaires

Crédits photographiques :
Lionel Antoni, Alexis Harnichard, Henri Perrot, Thinstock, CCIE, Lasserpe / Iconovox, Uni-cités, Téléssonne Jean-Pierre Maurin, centre culturel Boris Vian des Ulis, espace Olympe de Gouges de Saint-Germain-lès-Arpajon, les Feux de la rampe, opéra de Massy, Marianne Rosentiehl, Yann Orthan, Fédération française de football Marie Baronnet /Mk2, Carole Bethuel / Mk2, DR.

Édito

Pourquoi j'irai voter les 9 et 16 octobre aux primaires citoyennes

J'ai pris l'habitude dans cet édito de vous faire part, sans faux-semblant ni langue de bois, de mes convictions pour l'Essonne et de mes espérances pour la France.

C'est pourquoi je veux vous parler aujourd'hui de l'élection présidentielle de mai 2012. Qu'on le veuille ou non, cette élection est le cœur de la vie politique française.
Elle surdétermine, exagérément à mon goût, tout le reste, confirmant cette permanence dans notre pays d'une forme de monarchie républicaine.
C'est ainsi. Il faut donc la prendre très au sérieux.

> "Que chacun se fasse son opinion, débatte, échange. Bref, fasse vivre notre démocratie."

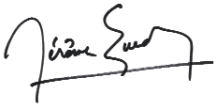
La formation politique à laquelle j'appartiens a fait le choix, novateur et audacieux (et donc risqué) de proposer à tous les Français de désigner son ou sa candidate à l'élection présidentielle. C'est une forme de modernité, salutaire et nécessaire face au désamour croissant entre les Français et leurs élus. **Je suis convaincu que si ces primaires citoyennes deviennent le succès populaire que nous espérons tous, elles bouleverseront en profondeur le jeu démocratique dans notre pays.**

Déjà le succès du premier débat télévisé entre les 6 candidats, qui a rassemblé près de 5 millions de téléspectateurs, montre à l'évidence que les Français reconnaissent la plus-value démocratique de ce processus.

C'est donc d'abord et avant tout pour faire le pari de la rénovation de notre vie politique que j'irai voter le 9 octobre. Je suis d'ailleurs persuadé que cette innovation démocratique se généralisera aux autres formations politiques en 2017. Et à ceux qui s'offusqueraient que je fasse ici la promotion des primaires citoyennes, j'affirme que j'en ferai de même pour tout autre parti politique que le mien, par courtoisie républicaine et respect de l'engagement militant. Alors chiche, allez-y !

Bien sûr, j'irai voter le 9 octobre aussi pour choisir celle (ou celui) que je pense capable de porter avec sérieux et ambition le nécessaire changement pour notre pays. Que chacun se fasse son opinion, débatte, échange. Bref, fasse vivre notre démocratie.

C'est pourquoi je vous invite à participer massivement à ce grand rendez-vous citoyen. Il y a forcément un bureau de vote près de chez vous en Essonne. Vous pouvez vous renseigner sur le site internet **lesprimairescitoyennes.fr**



Jérôme Guedj,
le président du Conseil général

MOTION VOTÉE

Le Conseil général **pour le mariage homosexuel et l'homoparentalité**

C'est un acte politique fort ! Fin juin, le Conseil général de l'Essonne s'est engagé en faveur du mariage homosexuel et de l'homoparentalité.

Le groupe socialiste, écologiste et républicain a présenté lors de la séance publique une motion qui a été adoptée à l'unanimité moins une voix. Une position sans appel alors même que le Parlement avait rejeté une proposition de loi présentée par le député PS Patrick Bloche deux semaines avant. Proposition qui avait fait l'objet au sein même de l'Assemblée nationale de propos outranciers et réactionnaires de certains élus. À l'instar de ceux d'une députée-maire UMP qui avait lancé : "Et pourquoi pas le mariage avec les animaux ou la polygamie ?"

Pourtant, le président de la République avait promis, dans son programme en 2007, de créer pour les couples de même sexe un contrat d'union civile... "Sur ce sujet comme sur l'homoparentalité, la droite a plusieurs trains de retard, regrette Jérôme Guedj, le président du Conseil général. En 2009, le département a voté des orientations consistant à instruire les demandes d'agrément en vue d'adoption sans aucune discrimination. En Essonne, un premier agrément* vient d'ailleurs d'être attribué à une personne homosexuelle. C'est un acte militant que je revendique. Au nom de l'égalité des droits, il faut que les mentalités changent." De fait, une trentenaire essonnienne va pouvoir adopter, dans un délai de cinq ans, un enfant. Une réelle avancée pour les associations et pour la société toute entière. **"Notre position est claire : les couples homosexuels doivent pouvoir adopter dans les mêmes conditions que les couples hétérosexuels", conclut Jérôme Guedj** qui a adressé un courrier à l'ensemble des présidents de conseils généraux les invitant à défendre le sujet.

*Les conseils généraux sont chargés d'instruire les demandes d'adoption et de délivrer les agréments.

c'est dit

Maud Olivier, vice-présidente du Conseil général chargée de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité, rapporteuse de la motion "Pour une égalité réelle dans le mariage et la parentalité".

"Le rejet de la proposition de loi au Parlement reflète une conception archaïque du mariage et d'une société hétéronormée où l'on considère que femmes et hommes sont complémentaires et que le mariage a une visée forcément procréatrice."

ESSONNE EXPRESS

Journée du sport dédiée aux transplantés et dialysés
Balades à pied ou en vélo, tennis, golf, pétanque... Il y en aura pour tous les goûts. Le 9 octobre, l'association Trans-Forme organise à Savigny-sur-Orge un dimanche sportif. Objectif : sensibiliser les Essonniens à la réussite de la transplantation et à la nécessité du don d'organes, via l'image positive et pleine d'espoir que constitue la pratique d'un sport par les transplantés et dialysés.
• **Infos** au 01 69 44 67 96 et sur **trans-forme.org**

Des cafés nommés mémoire
Vous avez un parent ou un proche atteint de la maladie d'Alzheimer ? Venez en parler lors des "Cafés Mémoire" organisés par l'association France Alzheimer Essonne. Prochaines rencontres : les 11 octobre et 8 novembre au café du marché de Massy, le 18 octobre au restaurant La Scène de Corbeil-Essonnes, les 20 octobre et 3 novembre à L'îlot vert de Limours.
• **Infos** au 01 64 99 82 72

Auprès de mon arbre...
Symboles de vie, les arbres et arbustes seront à l'honneur, les 14, 15 et 16 octobre au domaine de Courson. À l'occasion des journées des plantes, des spécialistes vous apporteront les conseils nécessaires pour choisir le bon specimen et bien le planter. Car c'est la pleine saison !
• **Infos** sur **domaine-de-courson.fr**

Lemaître du 4x100 m à la coupe de France
Christophe Lemaître, double-médaillé mondial*, participera, les 15/16 octobre, à la coupe de France d'athlétisme au stade départemental Bobin de Bondoufle. C'est dans le relais 4x100 m que le champion d'Aix-les-Bains sera attendu. La compétition comprend en plus des championnats nationaux de relais - 4x100 m mais aussi 4x1500 m et les relais de marche -, les critériums des spécialités : haies hautes, sauts et lancers.
*L'argent avec le relais 4x100 m et le bronze sur le 200 m.

Échanges de bons procédés avec le Québec

Mi-octobre, une délégation d'élus essonniens composée de conseillers généraux de la majorité et de l'opposition se rendra pendant quelques jours au Québec. Objectif : faire un tour d'horizon des pratiques de nos "cousins" en matière d'écofilières. L'objectif étant, le Conseil général s'y est engagé, de les développer et de les valoriser en Essonne. Un échange de bons procédés au cœur d'un partenariat scellé entre le département* et la conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches. Mi-septembre, des chefs d'entreprise et d'autres acteurs du développement durable essonniens étaient allés sur place pour rencontrer leurs homologues et faire le point sur la réglementation canadienne. Les Québécois, quant à eux, avaient été reçus en Essonne fin septembre.

*Dans le cadre de sa politique de coopération décentralisée.

En soutien aux naufragés **de la préfecture**

Déclarer un changement d'adresse ou renouveler un titre de séjour est un calvaire pour les résidents étrangers. Le matin, ils sont encore très nombreux à faire la queue, devant les grilles de la préfecture, contraints pour certains à attendre une nuit entière dehors (lire aussi notre entretien p. 17). Pourtant, la préfecture a pris la mesure du problème : depuis le 19 septembre, un guichet rapide, destiné à prendre en charge les changements d'adresse et d'état-civil des titres de séjour, est opérationnel. Jérôme Guedj, le président du Conseil général, qui était monté en première ligne pour dénoncer ces conditions indignes d'accueil espère que ce dispositif les améliorera réellement.

Le coup de gueule du mois !

Fin août, le gouvernement a annoncé un nouveau report de la réforme de la dépendance. Pour Jérôme Guedj, le président du Conseil général, "l'annonce de Fillon enterre définitivement la promesse de Sarkozy, véritable monstre du Loch Ness puisqu'on en parle beaucoup mais qu'on ne le verra jamais".

Pour des territoires cohérents !

La réforme territoriale du gouvernement pilotée par le préfet s'accompagne d'une refonte des groupements de communes, qu'on appelle aussi intercommunalités. Le but de cette réorganisation étant notamment d'y intégrer les villes dites orphelines. Début avril, le préfet a esquissé une nouvelle carte pour le Sud de l'Essonne. Puis, le 4 juillet, il a présenté son projet pour la partie Nord de notre département. À l'exception de la préfiguration du Grand Orly que le département appelait de ses vœux depuis des années, le projet a pu susciter quelques interrogations. Des inquiétudes partagées par les élus locaux et le Conseil général. Souhaitant être force de propositions, le département, en lien avec l'Union des maires de l'Essonne, a convié les élus concernés, fin août, à un temps de rencontre et d'échanges pour réfléchir ensemble à une carte cohérente de l'Essonne et de ses intercommunalités. Avec un impératif, souligné par Jérôme Guedj, le président du Conseil général : "Cette carte devra prendre en compte les spécificités de chaque territoire et la volonté des élus locaux", ceux-ci devant se prononcer d'ici le 21 octobre. Objectif clairement affiché par le Conseil général : "Impulser une dynamique pour aboutir à une solution cohérente et partagée par les élus locaux de l'Essonne, au-delà des clivages politiques."

essonne.fr

L'Essonne **fête la science**

Cette année encore, forte de son potentiel scientifique, l'Essonne participe à la Fête de la science, qui célèbre ses vingt ans autour de la chimie, de la forêt et des outre-mer français. Du 12 au 16 octobre, plus de 250 opérations sont proposées sur tout le département. Objectif : valoriser nos établissements de recherche et d'enseignement supérieur, nos entreprises de rayonnement mondial et les résultats des recherches qui y sont faites. Venez à la rencontre des chercheurs à l'AFM/Généthon, au CNRS, à l'ENSTA*, au Génopole®, à la Faculté des sciences d'Orsay et à l'université d'Évry-Val d'Essonne... ou jouer "aux scientifiques" grâce aux ateliers animés par À Fond la science, l'École de l'ADN, Les Petits Débrouillards et Planète Sciences Île-de-France, ou encore assister à des conférences et des bars des sciences, des spectacles et découvrir des expositions. **Pas moins de 40 000 visiteurs sont attendus.** À ne pas manquer : l'inauguration de la Fête de la science le 8 octobre à la salle Pablo Picasso de La Norville, à partir de 17h30. Au programme, une exposition ainsi que des animations autour de la chimie proposées par Sciences Essonne et également un spectacle sur l'eau de la Compagnie "Ça s'peut pas" !

*École nationale supérieure de techniques avancées.

essonne.fr et **savoirs.essonne.fr**
Programme complet édité dans la collection "Essonnez-vous" à télécharger si vous ne l'avez pas reçu dans votre boîte à lettres

"Celui qui ouvre une porte d'école ferme une prison"...

Les mots de Victor Hugo ont une résonance toute particulière en cette rentrée 2011. L'Inspection Académique a refusé 13 ouvertures de classes à un ou deux élèves près, et a annoncé la fermeture de 17 autres dans notre département. Les parents d'élèves ont manifesté leur colère, notamment à Chilly-Mazarin où ils ont organisé un sitting, mi-septembre, devant deux écoles primaires pour qu'une classe supplémentaire soit ouverte. Un mouvement qui n'est pas isolé puisqu'à Draveil ou encore à Lisses, des parents d'élèves ont aussi protesté. Fidèle à son engagement, Jérôme Guedj et Patrice Sac, président délégué à l'éducation ont apporté leur soutien "à toutes les mobilisations des parents et des communes essonniens qui défendent les conditions d'éducation décentes pour leurs enfants". Le président du Conseil général a profité de l'audition du préfet, lors de la séance publique du 26 septembre, pour l'interpeller "sur les impacts successifs de la politique gouvernementale sur notre territoire, notamment en matière d'Éducation."

c'est dit

Francis Chouat,
vice-président du Conseil général chargé du développement des transports

"Pour les transports scolaires, la participation des familles est plafonnée à 105 euros quoiqu'il advienne ! Le Conseil général a de nouveau délibéré pour qu'elles n'aient pas un euro supplémentaire à débourser."

le chiffre

706 000 €

ont été versés à des jeunes en difficulté par le Conseil général, au titre du Fonds départemental d'aide aux jeunes 2010

Des finances bien gérées

Malgré des dépenses sociales en hausse, des recettes fiscales en baisse et des transferts de compétences toujours non compensés par l'État, l'Essonne s'en sort relativement bien sur le plan de sa gestion financière. Dans son dernier rapport, la Chambre régionale des comptes (CRC) d'Île-de-France note que le département a maintenu le même niveau d'investissement sur 2007-2009. Et ce, en dépit de la crise économique, qui a encore réduit les marges de manœuvre financières des départements. Dans ces conditions, l'Essonne "a mené une politique innovante afin de sécuriser et de diversifier ses sources de financement", salue la CRC. Résultat : sa situation budgétaire s'améliore, ce qui permettrait de ramener sa capacité de désendettement à 5,2 années.

essonne.fr

Le genre à l'école : où est le scandale ?

Retirer la théorie du genre des manuels scolaires de SVT au lycée ? C'est ce qu'ont demandé 80 députés UMP dans une lettre ouverte au ministre de l'Éducation. Motif invoqué : il s'agirait selon eux d'une "théorie non scientifique, qui affirme que l'identité sexuelle est une construction culturelle". Pour Maud Olivier, vice-présidente du Conseil général en charge de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité, avec cette polémique, lancée qui plus est à la veille d'une rentrée hautement sensible, "on marche sur la tête !" D'après elle, les députés UMP confondent tout : genre, sexe, orientation sexuelle.
Dans un communiqué, elle rappelle la base de la théorie du genre : celle-ci distingue le sexe biologique, qui nous fait mâle ou femelle, du genre ou sexe social, qui nous construit homme ou femme tout au long de notre vie. Une notion qui permet, selon elle, "de comprendre que les inégalités entre les femmes et les hommes sont socialement construites et qu'un changement social radical est possible".
C'est "un rempart contre les préjugés et un levier pour l'égalité entre les femmes et les hommes", estime-t-elle. L'élue essonnienne ne voit donc pas pourquoi il faudrait retirer l'enseignement de cette théorie des manuels scolaires : "Parler du genre au sein de l'école républicaine, où est le scandale ?" Au passage, elle tacle les "réactionnaires" et ces "élus d'un parti républicain qui se font le relais des lobbys religieux".
Elle invite à se mobiliser en signant la pétition "Enseigner le genre : contre une censure archaïque" sur **www.lapetition.be**

Échos **de rentrée**

Les syndicats d'enseignants annonçaient une rentrée "noire", marquée par les suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Qu'en est-il en Essonne, où près de 235 000 élèves sont scolarisés cette année, de la maternelle à la terminale ? Pour le savoir, nous sommes allés à la rencontre de profs, d'élèves et de parents d'élèves au collège Jules Ferry de Sainte-Geneviève-des-Bois (voir photo), qui vient d'être entièrement rénové par le Conseil général. Dans le "foyer des enseignants", c'est l'effervescence habituelle des jours de rentrée. Listings d'élèves et emplois du temps circulent de main en main. Mais cette année, avec à peine 47 profs pour 667 élèves, les cases peinent à se remplir. "Dans chaque matière, il y a eu des suppressions de postes ou des départs à la retraite non remplacés, explique Élodie, prof d'EPS à Jules Ferry depuis 2002. Du coup, les classes sont de plus en plus chargées, beaucoup dépassent les 30 élèves." Même constat pour Cyril, prof d'anglais : "60 minutes de cours à 30, ça nous fait deux minutes de prise de parole par élève. Pas très vivant pour une langue vivante !" Les "heures sup'", Cyril n'est pas contre, "à condition que le salaire suive..." Élodie a une autre crainte : celle d'être affectée dans plusieurs établissements à la rentrée prochaine, comme nombre de ses confrères.
Malgré ce contexte plus que tendu, la plupart des profs et des élèves ont repris le chemin des classes avec entrain à Jules Ferry. "C'est grand, beau, neuf et les profs sont sympas", résume Léa, 11 ans, qui vient de faire sa première rentrée en 6e. Sa maman, Marilyn, attend, elle, de voir la suite des événements. "Les élèves ont des bonnes conditions de travail ici. Mais j'espère que Léa aura bien des profs pour chaque matière."

"L'éducation reste une priorité pour le département"

D'un côté, un gouvernement qui supprime des postes à tour de bras et réduit tous ses moyens alloués à l'éducation. De l'autre, des collectivités qui, comme l'Essonne, continuent à considérer que l'éducation est une priorité… En visite au collège Jules Ferry, Jérôme Guedj, président du Conseil général, a mis en avant ce "décalage persistant". Et rappelé que le département de l'Essonne consacre cette année 85 millions d'euros à ses collèges, pour leur rénovation, leur équipement informatique, la restauration ou les transports scolaires. "On nous reproche de ne pas suffisamment resserrer nos moyens, mais ce n'est pas notre optique", a-t-il déclaré. Les conseillers généraux seront aussi en première ligne pour combattre la politique éducative du gouvernement, parce que "c'est désormais un problème qui concerne l'ensemble de la société."

ESSONNE EXPRESS

Le Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif) a multiplié les annonces positives concernant les transports en commun de l'Essonne, lors de son dernier conseil d'administration le 6 juillet :

> Transports gratuits pour les jeunes en difficulté. À partir du 1er octobre, les jeunes de 16 à 25 ans éloignés de l'emploi ou engagés dans une démarche d'insertion professionnelle bénéficieront de la gratuité dans les transports en commun.

> Prolongement du TCSP entre Massy et le Christ de Saclay. Le schéma de principe de ce deuxième tronçon de la liaison Orly/Saint-Quentin-en-Yvelines a été acté par le Stif. Le tracé comprendra 9 stations et s'étendra sur 6,5 km, parcourus en 15 minutes. Sa mise en service est prévue en 2015.

> La ligne 402 se transforme en TZen. Une partie de la ligne 402, qui relie Épinay-sur-Orge au Coudray-Montceaux, va progressivement se transformer en ligne TZen, ces nouveaux bus à haut niveau de service qui circulent en site propre. Une "avancée" qui a été saluée par le président du Conseil général, Jérôme Guedj : "Cette ligne, qui traverse 10 quartiers et intéresse plus de 200 000 habitants, constitue une urgence absolue tant les bus actuels sont surchargés et irréguliers en raison de la longueur de la ligne."

> Du matériel roulant pour le T7. La construction du tramway T7, qui reliera Villejuif à Juvisy-sur-Orge d'ici 2017 (lire ci-contre), en est pour l'instant à la pose des rails. Mais le Stif s'est d'ores et déjà engagé à financer le coût du matériel roulant, estimé à 48 millions d'euros.

> Le pôle gare de Yerres réaménagé. Une gare flambante neuve sera mise en service début 2012 à Yerres, dans le cadre d'une vaste opération d'aménagement du quartier.

> Des places "Veligo" pour vos vélos. Des parcs à vélos sécurisés vont être créés dans les gares de Brétigny-sur-Orge (56 places) et de Corbeil-Essonnes (40 places) d'ici fin 2011 ou début 2012.

+ de 600 millions d'euros pour les transports

C'est une chance historique qui s'offre à l'Essonne pour l'amélioration de ses transports en commun. Sur les 2,7 milliards d'euros débloqués avant l'été au titre du contrat spécifique transport État-Région, plus de 600 millions d'euros ont été affectés aux transports essonniens. Une somme qui devrait donner un sérieux coup d'accélérateur à des projets bloqués depuis des années.

Investissement massif sur le RER. 370 millions d'euros seront investis à l'horizon 2017 pour le RER C, avec des premiers travaux de signalisation et d'interconnexion prévus dès 2013. La ligne D bénéficiera, elle, de 220 millions d'euros, notamment pour l'aménagement du nœud ferroviaire de Corbeil-Essonnes. Également à l'étude sur cette ligne : le sextuplement des voies entre Paris et Juvisy.

Priorité aux sites propres. Des projets de transports en commun en site propre (TCSP) - c'est-à-dire qui circulent sur une voie qui leur est réservée - vont pouvoir se concrétiser grâce à ce financement, entre Massy et le Christ de Saclay ainsi que Massy et Arpajon.

En route pour le TZen 4. Après la mise en service du TZen 1 cet été entre Sénart et Corbeil, une concertation va être organisée du 17 octobre au 2 décembre sur le projet TZen 4. Cette nouvelle ligne de "bus à haut niveau de service" reliera Grigny à Corbeil-Essonnes. Elle empruntera l'actuel couloir du bus 402.

Le T7 jusqu'à Juvisy. En 2013, le tramway T7 sera mis en service entre Villejuif et Athis-Mons. Grâce au contrat État-Région, il pourra poursuivre sa route jusqu'à Juvisy-sur-Orge à l'horizon 2017.

La gare de Juvisy, une "nécessité"

Enfin ! L'État a accepté de mettre sur la table 4 millions d'euros pour l'aménagement de la première tranche du "pôle multimodal de Juvisy-sur-Orge". Pas assez toutefois pour engager aujourd'hui les travaux. Ce projet, financé à parts égales par le Conseil général et la Région à hauteur de 23 millions d'euros chacun, prévoit la création et la réhabilitation de deux espaces voyageurs, la restructuration de l'ensemble des espaces et une meilleure accessibilité du site. **Des travaux qui sont devenus "une nécessité", selon Jérôme Guedj. Le président du Conseil général de l'Essonne a en effet pu constater "l'état de vétusté de cet équipement", construit dans les années 1920, lors d'une visite sur les lieux fin août aux côtés d'autres élus locaux : François Garcia, Étienne Chauffour, Francis Chouat et Jean-Vincent Placé, vice-président de la Région en charge des transports.** La SNCF, qui a entendu leur demande, s'est engagée à une "mise en mouvement rapide de l'aménagement de ce pôle".

Défendons la santé publique en Essonne

Dans notre département comme partout en France, la santé publique est malade. Des hôpitaux fusionnent, des lits ferment, le personnel manque. Pourtant, l'accès aux soins pour tous est inscrit dans la Constitution. Un principe de moins en moins respecté. Une situation qui inquiète le Conseil général, au côté des usagers et des professionnels de la santé. Car des solutions alternatives existent...

Arrêtons la casse !

La santé devrait être au cœur des priorités du gouvernement. Pourtant, année après année, les moyens sont considérablement réduits. La réforme hospitalière engagée par le gouvernement pour réduire le trou de la Sécu a pour conséquence la disparition des hôpitaux de proximité. L'Essonne n'est pas épargnée… Le Conseil général s'en saisit.

La santé des Français et des Essonniens serait-elle quantité négligeable ? Au vu des restructurations réalisées par le gouvernement et en cours, il semble que oui. "Depuis 2009 et la réforme hospitalière, on est dans une logique comptable. Les directeurs d'établissement sont devenus des contrôleurs de gestion. Le maître mot est de faire des économies au détriment de la qualité des soins et surtout des patients. Comme si cela pouvait régler le trou de la sécu !" Ce constat, c'est le docteur Roger Ferreri, psychiatre au centre médico-psychologique infanto-juvénile d'Évry, qui le dresse. Il ne croit pas si bien dire. **Cette logique purement financière, entérinée par l'Agence régionale de santé, bras armé du gouvernement, a vu l'hôpital de Juvisy contraint de fermer ses services de chirurgie, sa maternité et son centre IVG. Ce sont également les services hospitaliers d'Évry-Corbeil, de Dourdan-Étampes et d'Orsay-Longjumeau qui se voient imposer de fusionner. Les menaces de fermeture pèsent toujours sur les hôpitaux gériatriques de Champcueil et de Draveil et sur les urgences de nuit. Une situation dénoncée par le Conseil général : Marjolaine Rauze, vice-présidente chargée des solidarités et de la santé, a demandé aux représentants de l'État en urgence un moratoire.** Car, plus scandaleux encore, cette mise au pain sec par l'État de l'hôpital public profite aux cliniques privées. "On est passé à une médecine à deux vitesses. D'un côté, il y a ceux qui ont les moyens de se soigner et qui se tournent vers le privé ; de l'autre ceux qui ne les ont pas", constate le docteur Ferreri. À cette privatisation de la santé publique s'ajoute le manque de médecins. La loi Hôpital patient santé et territoire de 2009 devait prendre en compte l'offre de soins de la ville à l'hôpital. Mais le Parlement en a décidé autrement. Conséquence, la médecine de ville est menacée.

Dans le Sud de l'Essonne mais aussi dans les quartiers, des médecins qui partent à la retraite ne trouvent pas de remplaçant. Du coup, les urgences des hôpitaux sont souvent prises d'assaut pour une grippe ou une angine. "Il existe des solutions. Pour lutter contre les déserts médicaux, pourquoi ne pas réfléchir à des mécanismes incitatifs efficaces pour que des médecins reviennent dans ces lieux et quittent les centres-villes où ils sont concentrés ? Il faut organiser, avec les élus locaux, des réseaux de soins de proximité, cela répondrait à une demande de terrain. Un débat national est nécessaire, la santé n'est pas un business", souligne un représentant CGT au Haut conseil pour l'avenir de l'Assurance Maladie, par ailleurs médecin urgentiste. Pour lui, il est nécessaire d'aller plus loin. **"Nous devons créer un contre-pouvoir aux agences régionales de santé qui décident de tout, de façon unilatérale. L'implantation d'un hôpital doit faire l'objet d'une vaste concertation. Les problématiques de transport et d'aménagement du territoire doivent être prises en compte."** Une évidence ? Pas toujours. L'exemple de l'hôpital Sud Francilien est révélateur à bien des égards. Né de la fusion des établissements d'Évry-Courcouronnes et de Corbeil-Essonnes, ce paquebot qui comptera plus de 1 000 lits n'est pas desservi par les transports en commun ! Une aberration qui n'est rien par rapport à son montage financier totalement scandaleux dénoncé par le Conseil général (voir p.13) mais également le docteur Ferreri : "En mettant en place un partenariat public-privé, on a demandé à un groupe financier de construire un hôpital qui devait être la référence. Terminé depuis janvier, il n'est toujours pas ouvert car il n'est pas aux normes. Le pire, c'est que le public paie un loyer annuel colossal à cette société alors même que l'établissement n'est pas en service. Et à côté de cela et pour trouver de l'argent, la direction doit faire des économies et réduit le nombre de postes de médecins." Une colère partagée par le médecin urgentiste : "Nous avons demandé à l'ARS de revoir ce montage financier. En vain pour l'instant. Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, l'argent ne manque pas. Il est aux mains de grands groupes pharmaceutiques et industriels comme Sanofi-Advantis. La seule part des bénéfices versés en dividende chaque année aux actionnaires comblerait quasiment le déficit de la branche maladie de la Sécu qui est autour de 7 à 8 milliards d'euros."

À son niveau et même si cela ne relève pas de ses compétences, le Conseil général se bat pour maintenir un égal accès aux soins pour tous dans ses équipements. Ses 5 centres départementaux de prévention santé, ses 62 centres de protection maternelle et infantile (PMI), dont 29 sont aussi des centres de planification, assurent des services de santé publique indispensables (voir p.12) au plus près des habitants dans les quartiers. La proximité, un enjeu essentiel. Le département a également co-organisé avec la Région une conférence citoyenne de la santé, fin juin. Objectif : réunir usagers et professionnels de la santé pour faire un état des lieux et commencer à esquisser les contours d'une politique de santé alternative à celle mise en œuvre au niveau national. Une initiative qui aura des prolongements prochainement au plan régional comme départemental.

Payer plus !

Suite au plan de rigueur, le gouvernement a décidé d'augmenter le tarif des mutuelles. Quand déjà 5 millions de personnes se privent de complémentaire santé faute de moyens financiers, cette ponction ne peut qu'aggraver ce phénomène. Et le recours aux urgences hospitalières qui en découle coûtera encore plus cher à l'Assurance maladie. Un véritable non-sens.

Des menaces de fermeture pèsent toujours sur les deux hôpitaux gériatriques du département. Ici, l'hôpital Joffre-Dupuytren à Draveil.

MOTION VOTÉE

Solidaire des salariés et des usagers de la CPAM de l'Essonne

Sous prétexte de restrictions budgétaires, la Caisse primaire d'assurances maladie veut fermer en Essonne des agences d'accueil ainsi que 6 centres d'assurance maladie. Ainsi, en 2013, il n'en resterait plus que 3 pour tout le département. La fin d'un service de proximité dénoncée par les élus du Conseil général dans une motion.

La PMI, un service de santé publique

Puéricultrices, médecins, infirmières, sages-femmes, psychologues... Les professionnel(le)s des 62 centres de PMI* du Conseil général veillent au bien être physique et psychologique des enfants et de la famille. La PMI, c'est un service public original, hérité du Conseil national de la résistance. Des équipements de proximité très appréciés des Essonniens : près de 80% des bébés essonniens y sont suivis médicalement. Plus de 2500 femmes enceintes s'y adressent pour leur grossesse. Des centres de planification familiale sont souvent installés dans ces structures : ici, adolescents ou jeunes adultes qui ont besoin d'informations sur la sexualité ou la contraception sont reçus de façon anonyme et confidentielle... Depuis peu et pour pallier le manque de centres d'orthogénie, 6 et bientôt 12 de ces centres seront équipés d'un échographe utilisé pour la réalisation de l'IVG médicamenteuse. Des appareils financés par la Région alors que cela ne relève pas de ses compétences. Une preuve de plus du désengagement de l'État.

*Protection maternelle et infantile.

essonne.fr
En ligne, annuaire et carte interactive des centres de PMI-centres de planification

Dr Isabelle Terrasse,
médecin au centre de PMI de Longjumeau

"Trois fois par semaine, je reçois en consultations des nourrissons et des enfants. Les parents viennent essentiellement pour les vaccins, la pesée mais aussi pour avoir des conseils pratiques : comment diversifier l'alimentation de son bébé, respecter ses rythmes, gérer ses pleurs... Rien à voir avec une consultation en cabinet. Nous prenons le temps de discuter et de répondre à leurs questions."

Betty Choolun,
maman de Jazz, 20 mois

"Mon fils vient ici depuis sa naissance, comme ses deux aînés ! Aujourd'hui, il n'a pas de vaccin à faire mais le médecin va surveiller sa courbe de croissance, faire le point sur son alimentation et voir si tout va bien. J'apprécie beaucoup ce suivi régulier et proche. Ça me permet d'être à jour avec les vaccins, d'avoir de bons conseils et de ne pas passer à côté d'un éventuel problème."

Les CPDS, en actions !

Ouverts à tous les Essonniens, les 5 centres départementaux de prévention et de santé (CDPS) sont des lieux d'accueil, d'écoute et d'information du Conseil général. Leurs médecins et infirmiers ont vacciné gratuitement l'an dernier près de 2600 Essonniens. Ces professionnels ont réalisé plus de 12000 consultations de dépistage anonyme et gratuit dans le cadre de la lutte contre le Sida, l'hépatite B, C et la syphilis. Ils ont permis à 2500 Essonniens de bénéficier de mesures de suivi et de prévention de la tuberculose, coordonnées par le Centre de lutte anti tuberculeuse (CLAT 91). Ils sensibilisent également les Essonniens à la lutte contre le cancer du sein et du colorectal. Enfin, les personnes en situation de précarité sont plus particulièrement accompagnées via les consultations infirmières de prévention qui peuvent déboucher sur des actes infirmiers comme une vaccination, une consultation médicale par le médecin du CDPS ou des orientations vers les acteurs de santé.

essonne.fr
En ligne, annuaire et carte interactive des CDPS

OCTOBRE ROSE

Un ruban rose pour sensibiliser au cancer du sein. Et rappeler l'importance de la prévention via le dépistage.
En Essonne, depuis janvier 2000, celui-est organisé par l'ADMC*, la CPAM, le Conseil général... : les femmes de 50 à 74 ans se voient proposer, tous les deux ans, une mammographie gratuite.
Par ailleurs, tous les Essonniens de 50 à 74 ans sont également invités à un dépistage gratuit du cancer colorectal. Distribué par les médecins généralistes, le test est réalisé à la maison, avant d'être envoyé gratuitement à un centre de lecture spécialisé.

*Association de dépistage des maladies cancéreuses.

essonne.fr

"La réponse aux besoins humains doit primer sur le profit immédiat"

3 questions à...

Marjolaine Rauze
Vice-présidente du Conseil général chargée des solidarités et de la santé

essonne.fr
En ligne, l'avis négatif du Conseil général sur le Plan stratégique régional de la santé publique

Quel regard portez-vous sur les enjeux de la santé en Essonne ?
Marjolaine Rauze : Il y a vraiment de quoi être en colère ! En 2004, 13% des gens renonçaient à des soins pour des raisons financières : ils sont aujourd'hui près de 25%! C'est scandaleux ! Alors que le gouvernement et son bras armé, l'Agence régionale de santé (ARS), discourent sur la "prévention" ou la "démocratie sanitaire", leurs actes dégradent chaque jour un peu plus l'accès aux soins. Les hôpitaux, en Essonne comme ailleurs, sont sommés de fusionner, de fermer des services, les hôpitaux gériatriques sont menacés, les urgences sont réduites... Quant à la médecine du travail ou la médecine scolaire, chacun voit le peu de moyens mis pour ces missions de prévention.

Comment analysez-vous cette situation ?
M.R. : La France est devenue pilote dans la privatisation de l'offre de soins. Cela enrichit les grands groupes et autres fonds de pension, mais au détriment de l'accès à la santé. L'exemple de l'hôpital Sud Francilien est révélateur : sa construction en "partenariat public-privé" par le groupe Eiffage entraîne des milliers de malfaçons, un surcoût de 550 millions d'euros et un loyer de 41 millions d'euros, au détriment des finances publiques ! Voilà comment le gouvernement crée des déficits et creuse la dette. Et au nom de la "règle d'or", il en remet une couche en taxant les mutuelles, donc les ménages, pour plus de 1,1 milliard, alors que les plus riches ne payeront que 200 millions de "taxe exceptionnelle". C'est à la fois injuste et inefficace !

Quelle peut-être l'action du Conseil général ?
M.R. : L'Assemblée départementale a donné fin juin un avis négatif au projet régional de l'ARS, en demandant l'ouverture de réelles discussions avec l'ensemble des concernés, personnels de santé, usagers, collectivités locales... et en exigeant les moyens nécessaires pour assurer nos missions de prévention et de santé, telles que celles menées par les centres de Protection maternelle et infantile. Et nous voulons agir avec tous pour créer des convergences entre professionnels et usagers, entre établissements, pour que la réponse aux besoins humains prime sur le profit immédiat.

MOTION VOTÉE

Scandales sur l'hôpital

L'hôpital Sud Francilien ouvrira-t-il un jour ? Né de la fusion entre les établissements publics d'Évry-Courcouronnes et de Corbeil-Essonnes, ce gigantesque établissement de plus de 1000 lits devait être LA référence. Il accumule les défauts de construction, qui engendrent des retards et un surcoût considérable, à la charge du public et non du constructeur. Les raisons d'un tel fiasco ? Le "partenariat public-privé". En clair, une privatisation qui ne porte pas son nom. Au partenaire privé - une filiale d'Eiffage - l'investissement et l'entretien des bâtiments, au partenaire public le paiement d'un loyer annuel - 41 millions d'euros - pendant trente ans. Un montage financier qualifié par la Chambre régionale des comptes de "contraignant et financièrement aléatoire". Fin juin, les élus du Conseil général se sont prononcés, dans une motion, pour une sortie de ce partenariat. Une position partagée par Alain Verret, le directeur de cet établissement, que l'Agence régionale de la santé n'a pas apprécié. Devant un tel désaccord, Alain Verret a préféré faire valoir ses droits à la retraite. Les personnels sont eux aussi en colère et craignent pour l'avenir de leur poste. Ils l'ont fait savoir, le 21 septembre, en se mettant en grève. Un mouvement soutenu par Carlos Da Silva qui représente le Conseil général au conseil de surveillance de cet hôpital.

le chiffre

1,2 milliard d'euros

C'est le coût de l'hôpital Sud Francilien dont **500 millions d'euros** auraient pu être économisés si le montage financier avait été uniquement public

(Source : rapport de la Chambre régionale des comptes d'Île-de-France)

L'Essonne en 1re ligne pour décrocher le Grand Stade

La Fédération française de rugby a lancé, en avril dernier, un appel à candidature pour la réalisation de son futur Grand Stade, à l'horizon 2017. Trois sites essonniens sont candidats à la construction de cette arène moderne de 82 000 places, destinée aux matchs du XV de France mais aussi à d'autres grands événements sportifs et populaires.
Aidez-nous à transformer l'essai sur le site
terrederugby.essonne.fr

Grand stade de la FFR
NOUS SOMMES PRÊTS
> Avantage au pack de l'Essonne
> Essonne, terre de rugby
> Les filles transforment l'essai
> Allez les petits
> Apportez votre soutien !
Essonne, terre de rugby: soutenez le projet...
Je soutiens le projet du Grand Stade de la FFR en Essonne
terrederugby.essonne.fr

En pleine Coupe du monde de rugby en Nouvelle-Zélande, l'Essonne est à son tour gagnée par la fièvre du ballon ovale. La Fédération française de rugby (FFR) vient de dévoiler la liste des six sites présélectionnés pour accueillir son futur Grand Stade en 2017. Bonne nouvelle : les trois sites essonniens qui s'étaient portés candidats sont tous dans cette "short list" ! Il s'agit de l'ancien hippodrome de Ris-Bondoufle, de la base aérienne de Brétigny et de Massy (lire encadré). Face à eux, trois autres sites franciliens sont encore dans la course : Achères (78), Sevran (93) et la zone Orly-Rungis-Thiais (94). Après un nouvel écrémage fin 2011, le verdict final sera rendu en juin 2012. Mais sans attendre, l'Essonne monte d'ores et déjà en première ligne pour sortir de la mêlée... **Le Conseil général, qui est plus que jamais aux côtés des 3 porteurs de projets essonniens, vient de lancer une mobilisation à grande échelle, la création d'un comité de soutien, pour l'accueil de cette arène moderne de 82 000 places, avec toit rétractable et pelouse amovible, voulue par la FFR.**

Objectifs de la Fédération, qui prendra en charge financièrement la totalité de cet équipement - les contribuables essonniens ne mettront pas la main à la poche -: garantir son indépendance logistique, notamment pour les matchs du XV de France, qui se jouent aujourd'hui au Stade de France ; et se doter des moyens nécessaires pour assurer le développement du rugby. Le futur stade accueillera aussi d'autres compétitions sportives et des événements culturels (concerts, spectacles...). "Tous les députés et sénateurs essonniens que j'ai sollicités ont unanimement manifesté leur volonté de voir l'Essonne accueillir le Grand Stade et ce, quelle que soit leur appartenance politique ou géographique", se réjouit Jérôme Guedj, président du Conseil général.
Après les personnalités politiques, les citoyens essonniens sont appelés à "faire pack" autour de la candidature de l'Essonne sur terrederugby.essonne.fr Mis en ligne le 8 septembre dernier, ce site fédère l'ensemble des soutiens et rappelle la vocation rugbystique du département : terre d'Ovalie depuis l'installation en 2002 du Centre national de rugby à Linas-Marcoussis*, l'Essonne compte aussi plus de 5 200 joueurs de rugby licenciés, des clubs formateurs, du rugby féminin et du rugby scolaire. Autant d'atouts qui font des trois candidatures essonniennes à ce projet "une évidence et une chance", selon Jérôme Guedj, qui voit dans ce futur Grand Stade "un moteur de développement essentiel pour le département de l'Essonne".
Interrogés par nos caméras, de nombreux Essonniens nous ont confié être eux aussi très favorables à l'implantation de cet équipement sur notre département. Pourquoi ? En vrac, voici quelques-unes des réponses glanées aux quatre coins du département : "Ça permettrait d'avoir des retombées économiques positives", "de créer des emplois" voire "d'accueillir une prochaine Coupe du monde de rugby en Essonne" !

82 000
spectateurs pourront être accueillis dans le futur Grand Stade de rugby.

5 200
joueurs de rugby sont licenciés en Essonne.

Grand Stade : rejoignez le comité de soutien terrederugby.essonne.fr

*Financé à hauteur de 3 millions d'euros par le Conseil général, le CNR regroupe la Résidence du XV de France et le siège de la FFR.

le mot de...

Michel Pouzol
Vice-président du Conseil général chargé de la culture, du sport, de la vie associative et de la coopération décentralisée

"Avec ce Grand Stade, c'est un équipement de nature exceptionnelle qui pourrait s'implanter en Essonne. Et on sait par expérience que ce type de grand pôle sportif génère autour de lui d'autres investissements, en termes d'activités, d'entreprises, d'emplois, de loisirs, de transports... Le Stade de France par exemple a complètement changé la physionomie de la Plaine-Saint-Denis. L'Essonne a donc tout à gagner avec ce Grand Stade sur le plan sportif, mais également sur le plan économique.
Par ailleurs, la FFR veut que ce stade ne se limite pas à l'accueil d'une dizaine de matchs internationaux de rugby par an, mais qu'il soit aussi un lieu de vie et d'animation tout au long de l'année. Il pourrait accueillir d'autres sports, devenir un centre de congrès ou d'exposition... Voilà pourquoi ce projet dépasse le cas unique du rugby et concerne tous les habitants de l'Essonne. Ce Grand Stade va devenir l'un des symboles de notre département, le stade de tous les Essonniens. C'est pour cela que nous avons besoin de la mobilisation de tous, pour gagner, collectivement, comme au rugby !"

Les 3 projets essonniens à la loupe

Des courses hippiques aux matchs du XV de France. La communauté d'agglomération d'Évry Centre Essonne propose de construire le futur grand stade de rugby à l'emplacement de l'ex-hippodrome de Ris-Orangis/Bondoufle, au cœur d'un site boisé de 116 hectares. Situé au carrefour de l'A6 et de la Francilienne, le stade serait aussi desservi par la ligne D du RER (gare d'Orangis - Bois de l'Épine) et le futur tram-train Massy-Évry, dont la mise en service est prévue en 2017.
Une nouvelle vie pour la base aérienne de Brétigny. À proximité d'Orly, la communauté d'agglomération du Val d'Orge met à disposition de la FFR deux terrains au choix, de 95 et 205 hectares. Tous deux sont situés sur la base aérienne de Brétigny-sur-Orge, qui doit fermer en 2012.
Aux portes de Paris et du Plateau de Saclay. La ville de Massy propose deux terrains d'environ 15 hectares chacun, dans le périmètre de l'OIN (Opération d'Intérêt National) Paris-Saclay. Leurs atouts ? Le stade dans la ville, la proximité avec Paris et une desserte en transports de premier plan avec une gare TGV, deux RER, l'A10, la RN20...

L'Essonne c'est vous

Gilles Lepeytre et Charlène François

Créateurs de l'association "Les p'tits fruits solidaires"

C'est un joli nom que Gilles Lepeytre et Charlène François - deux amis de Saint-Michel-sur-Orge - ont donné à leur association : "Les p'tits fruits solidaires". "Nous en avons eu idée lors d'une promenade dans Saint-Michel, en voyant les fruits perdus dans certains jardins", explique Gilles. Pensant à ceux qui n'ont pas les moyens de se les offrir, ils souhaitent alors distribuer les surplus aux maisons de retraite ou à l'épicerie sociale de Sainte-Geneviève-des-Bois. Mais le projet est trop lourd. Ils créent donc un site internet, les-ptits-fruits-solidaires. com
Les personnes qui ont des surplus de fruits y postent une annonce, celles qui sont intéressées les contactent, et elle se rencontrent. Gratuitement. Depuis sa création en février dernier, 7000 personnes ont déjà visité le site, "mais seule une vingtaine de personnes a donné des fruits et légumes", déplore Charlène François. À bon entendeur...

les-ptits-fruits-solidaires.com

Karl Taillepierre

Champion de France 2011 de triple saut (ES Montgeron)

Avec un bond de 17,01 m, le triple sauteur Karl Taillepierre a retrouvé la plus haute marche du podium aux championnats de France d'athlétisme, à Albi fin juillet. Un titre que le licencié de l'ES Montgeron avait déjà remporté à trois reprises, en 2001, 2004 et 2005. "Depuis, je collectionnais les places d'honneur : 2e, 3e... Ce titre de champion de France est la preuve que je suis toujours là, malgré l'âge ! (ndlr : 35 ans) Et qu'il faudra compter avec moi l'an prochain aux Jeux Olympiques de Londres", nous a-t-il confié avec malice. Sans s'attarder sur les Mondiaux de Daegu auxquels il n'a pas pu participer cette année, l'athlète essonnien a repris le chemin de l'entraînement dès début septembre. Avec en ligne de mire, une saison 2012 riche en défis : championnats de France en salle, Élite, d'Europe et bien sûr, les JO, en juillet prochain. La retraite sportive ? Ce n'est pas pour demain. "Tant que l'envie est là et que je me sens bien physiquement, je continue !"

essonne.fr

"Le gouvernement multiplie les obstacles pour les étrangers"

Entretien avec **Olivier Le Cour Grandmaison**, professeur de sciences politiques et de philosophie politique à l'université Évry-Val d'Essonne et au Collège international de philosophie, auteur de nombreux ouvrages sur la colonisation et l'immigration.

Vous avez suivi la situation difficile des étrangers à la Préfecture de l'Essonne. Quelles en sont les causes ?
Olivier Le Cour Grandmaison : Les files d'attente interminables à Évry, comme ailleurs, sont une conséquence de la politique xénophobe, raciste et sécuritaire du gouvernement. La région parisienne compte un nombre important d'étrangers en situation régulière et irrégulière. Le gouvernement s'emploie à les humilier, à les décourager d'obtenir ou de renouveler des papiers en multipliant les obstacles.

Comment la situation a-t-elle évolué ?
O. L. C. G. : À Évry, elle ne s'est pas particulièrement améliorée. Plus les files d'attente sont importantes, plus les hommes, les familles, et parfois les enfants sont obligés d'attendre en pleine nuit dans des conditions indignes. Cette situation risque, hélas, de perdurer pendant l'hiver. En agissant ainsi, avec l'augmentation constante des documents à fournir, l'administration contribue à faire basculer des étrangers dans la "clandestinité".

Vous avez participé en mai à l'appel national "D'ailleurs nous sommes d'ici"...
O. L. C. G. : Cet appel a été initié à la suite d'un double constat. D'une part, nous sommes confrontés, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, à l'une des politiques d'immigration les plus dures sous la Ve République. D'autre part, la riposte des organisations des gauches parlementaires et radicales ne nous semblait pas à la hauteur des enjeux et de la radicalisation toujours plus importante de cette politique. D'où le lancement de cet appel, désormais soutenu par très nombreuses organisations politiques, syndicales et associatives.

Cet appel a-t-il été entendu ?
O. L. C. G. : À l'évidence, non. Les déclarations de Claude Guéant, sur les quotas d'expulsion notamment, en témoignent. Et prouvent qu'il a été nommé non pas pour infléchir les politiques d'immigration, mais bien pour les durcir toujours plus. La mobilisation doit se poursuivre.

dailleursnousommesdici.org

en 4 dates

1960 : Naissance à Paris.

1991 : Doctorat de sciences politiques avec une thèse sur Les citoyennetés en Révolution (1789-1794).

2009 : Parution de l'ouvrage "Douce France. Rafles, rétentions, expulsions", Seuil/Resf, 2009.

Février 2011 : Lancement du collectif "D'ailleurs nous sommes d'ici".

12 heures avec les soldats du feu

Le 1er juillet, Jérôme Guedj, le président du Conseil général*, et Jérôme Cauët, conseiller général de Montlhéry et président du Service départemental d'incendie et de secours (Sdis), ont assuré une garde au centre de secours de Massy-Igny…

* Et conseiller général de Massy Est.

Près de **100 M€**

C'est la somme que le Conseil général consacre au Service départemental d'incendie et de secours chaque année.

7h30

Les 12 sapeurs-pompiers se rassemblent et prennent leur garde. **En présence du colonel Caroli, directeur départemental du Sdis, le capitaine Sage, chef du centre de secours et d'incendie (CIS) de Massy-Igny présente l'équipe à Jérôme Guedj et Jérôme Cauët**. Pendant que les soldats du feu procèdent aux vérifications du matériel, les élus découvrent la salle où les demandes de secours arrivent en temps réel.

8h30 / 11h

C'est parti pour 1h30 de sport. Un entraînement obligatoire exténuant, plus particulièrement pour les deux élus. Après la douche, autre exercice très physique : la désincarcération d'un véhicule. **"Venir en immersion nous permet de prendre conscience du quotidien des pompiers. C'est d'autant plus important que le Conseil général finance quasi intégralement le Sdis"**, remarque Jérôme Guedj, écarteur en main.

11h / 12h30

Un appel arrive. L'adrénaline monte. Trois sapeurs-pompiers grimpent dans l'ambulance, suivis de près par une voiture de service où prennent place les élus. Direction Verrières-le-Buisson. **Suite à un malaise, une femme d'une soixantaine d'années est tombée sur le bras qu'elle s'est probablement luxée**. Les sapeurs-pompiers lui portent secours.

14h / 16h15

Les deux Jérôme assistent, impressionnés, à un exercice avec KO, un berger allemand de 4 ans qui appartient au groupe départemental cynotechnique chargé de rechercher des personnes ensevelies ou égarées. Les Bip sonnent. Une vieille dame est tombée sur la chaussée à Palaiseau. L'ambulance arrive rapidement sur place. **Après avoir réalisé un premier bilan médical, les pompiers prennent contact avec le Samu qui les oriente vers l'hôpital le plus proche**. Toujours de garde, les élus n'en perdent pas une miette.

16h15 / 19h

À peine rentrés, les deux Jérôme repartent en mission avec d'autres sapeurs-pompiers. À Bièvres, un ouvrier souffre d'une fracture du doigt avec arrachement osseux. Ce qui signifie, en clair, qu'une partie du doigt est restée coincée dans la barrière. **"Nous avons pu récupérer le morceau de doigt. Nous avons appelé le Samu qui nous oriente vers Longjumeau"**, indique l'un des sapeurs-pompiers. Un feu dans un parking souterrain à Massy est ensuite signalé. L'équipe part en centre ville. Pour rien. Une fausse alerte. "Ce genre d'intervention mobilise des moyens inutiles. Si une urgence tombe, une partie de l'équipe n'est pas disponible", déplore le capitaine Sage, chef du centre de secours et d'incendie.

19h / 19h30

La garde se termine pour les élus. Une immersion appréciée par le capitaine Sage : "C'est rare de voir les élus jouer le jeu comme ça." Enthousiaste, Jérôme Guedj remercie l'équipe : **"Vous incarnez toute la noblesse du service public. À un moment où il est menacé, on a à cœur de le maintenir à niveau"**. Jérôme Cauët conclut : "En tant que nouveau président du Sdis, je fais le tour de tous les centres de secours de l'Essonne. Faire une garde de douze heures est vraiment appréciable".

8h15
C'est dans cette salle qu'arrivent les demandes de secours, comme l'explique le capitaine Sage, chef du centre de secours de Massy-Igny à Jérôme Guedj, président du Conseil général.

10h
Jérôme Cauët, le président du Service départemental d'incendie et de secours et Jérôme Guedj, s'apprêtent à désincarcérer un véhicule. Le colonel Caroli, directeur du Sdis leur explique la marche à suivre.

16h15
À Bièvres, un ouvrier s'est blessé au doigt. Les sapeurs-pompiers vont le transporter d'urgence à Longjumeau.

17h30
À Massy, l'équipe s'est déplacée pour éteindre un incendie qui se serait déclaré au 2e sous-sol d'un parking. Une fausse alerte qui a cependant mobilisé beaucoup de moyens.

Repères

Les 68 sapeurs-pompiers professionnels et volontaires du centre de secours de Massy-Igny interviennent aussi à Verrières-le-Buisson, Vauhallan et Saclay. Ils assurent en moyenne 4 200 interventions par an. En 2010, les pompiers du Sdis ont réalisé plus de 90 000 interventions soit 1 action de secours toutes les 5 minutes.

essonne.fr
En ligne, l'intégralité du reportage

essonne.fr

le mot de...

Claire-Lise Campion
Vice-présidente du Conseil général chargée de l'enfance, de la famille et de la mission Sud Essonne

"Dans l'esprit du droit au transport pour tous, le département a souhaité favoriser la mise en œuvre du transport à la demande (TAD). Il s'agit d'un type de transport routier de voyageurs, complémentaire aux lignes régulières, particulièrement adapté aux zones moins denses. Il a ainsi été décidé de réserver la mise en place du transport à la demande aux zones rurales, où l'offre de transport, notamment les lignes régulières, est en général insuffisante.
Après avoir accordé une première aide financière à la Communauté de communes du Val d'Essonne, le département a décidé de soutenir le TAD porté par le Syndicat intercommunal de transport du Sud Essonne, en lui apportant une aide au fonctionnement.
Le transport est l'un des axes sur lesquels travaille la mission Sud Essonne que j'anime, et notamment le transport à la demande. Ce service est apparu comme étant un enjeu important dès le lancement de la mission. C'est donc la réalisation d'une initiative utile aux habitants du Sud de notre département qui a vu le jour en juin 2011."

nouveau service

Transport à la carte dans le Sud Essonne

Vous avez peut-être croisé un de ces minibus sur les routes du Sud Essonne cet été. Depuis le 1er juin, quatre de ces véhicules sillonnent les 45 communes du Syndicat intercommunal de transport du Sud Essonne, de Chatignonville à Valpuiseaux dans le sens ouest/est et de Mauchamps à Angerville (nord/sud). Signe particulier : ils ne suivent pas un itinéraire déterminé à l'avance mais adaptent leur circuit aux demandes des voyageurs. D'où le nom de ce nouveau mode de transport : TAD Sud Essonne, pour transport à la demande. D'ici quelques semaines, ces minibus seront encore plus facilement identifiables grâce à ce sigle et à un logo ad hoc, apposés sur le flanc et la face avant des véhicules. Mais vous pouvez d'ores et déjà les emprunter en suivant le mode d'emploi ci-contre. Attention toutefois : le TAD Sud Essonne n'est pas un mode de transport de porte à porte. Conçu comme un complément aux lignes de bus existantes, il relie toutes les communes du syndicat, y compris les plus petites, et dessert leurs "pôles d'intérêts" : gares, administrations, hôpitaux, marchés, stades, salles des fêtes... Bonne route !

le chiffre

54 000 habitants

du Sud Essonne peuvent faire appel à ce service de transport à la demande

essonne.fr

Mode d'emploi

1 • Comment ça marche ?
Il suffit d'appeler la centrale de réservation au **0 800 971 251** avant 14h et au plus tard la veille du départ, en précisant votre arrêt de montée et votre arrêt de descente. Un minibus est alors envoyé dans votre commune de résidence à l'heure confirmée par la centrale de réservation. La prise en charge se fait à un arrêt de bus existant ou dans un des points d'arrêts définis.

2 • Qui peut faire appel à ce service ?
Ce service est ouvert à tous les habitants des 45 communes du Syndicat intercommunal de transport du Sud Essonne. Il s'adresse en priorité aux personnes les plus dépendantes des transports collectifs, comme les personnes âgées, à mobilité réduite, en démarche d'insertion ou les jeunes. Chaque minibus peut transporter jusqu'à 9 passagers, dont un en fauteuil roulant.

3 • Quand ? Le TAD Sud Essonne est disponible toute l'année. En période scolaire, il fonctionne les mardi, mercredi et samedi. Pendant les vacances, il peut circuler tous les jours (aucune ligne ne circulant à cette période dans la plupart des communes du Sud Essonne), sauf le dimanche et les jours fériés.

4 • Combien ça coûte ?
Les minibus du TAD sont accessibles avec les titres de transport franciliens :
> Pass Navigo
> Ticket T
> Abonnement Imagin'R
> Ticket unitaire vendu à bord (1,90 euro)

Votre avis nous intéresse

Paule Mazure, 91 ans, habitante de Saint-Hilaire

"J'utilise ce service de transport à la demande une à deux fois par mois depuis sa mise en place, pour faire mes courses à Étampes, aller chez le médecin... J'appelle la veille et j'ai toujours de la place. C'est très pratique. Surtout pour quelqu'un comme moi qui ne conduit plus. Ici, à Saint-Hilaire, il faut une voiture, car il n'y a aucun commerce et très peu de bus. Avant que ce service fonctionne, le boucher, le boulanger, l'épicier et même le médecin venaient jusqu'à chez moi quand j'avais besoin d'eux. C'était souvent compliqué. Au point que j'envisageais de vendre ma maison et de déménager en ville ! Pourtant, je me plais beaucoup ici, j'y vis depuis plus de trente ans. C'est grâce au transport à la demande que j'ai pu rester chez moi. Ça me permet aussi de faire une sortie en ville de temps en temps. Et les chauffeurs sont très gentils, ce qui ne gâche rien !"

Éliane Bourdeaux (au centre), conseillère familiale du département, engage le dialogue avec les collégiens.

éducation

L'Info Bus reprend du service

Créée en 2002 par le Conseil général, la ligne des 13/16 ans sillonnera à nouveau les collèges de l'Essonne tout au long de l'année scolaire. Sa mission : informer et répondre aux questions des adolescents sur la sexualité. Exemple à Briis-sous-Forges.

Le corps qui change, les relations filles-garçons, la première fois, la contraception… À 13 ou 14 ans, les questions se bousculent dans la tête d'un ado. Mais difficile d'aborder ces sujets intimes avec ses parents ou dans le cadre formel d'une classe. Aujourd'hui, Maxime, Sophie, Mélissa et cinq autres de leurs camarades, élèves de 4e au collège Jean Monnet de Briis-sous-Forges, embarquent à bord d'un ancien bus de la RATP, transformé en espace d'exposition et de discussion, pour une séance d'éducation à la sexualité de deux heures. Nom de code de ce véhicule unique en France : l'Info Bus, ou la ligne des 13/16 ans. **Un des outils-clés du dispositif mis en place par le Conseil général de l'Essonne en vue de toucher tous les élèves de 4e.** Confortablement installés sur les banquettes à l'arrière du bus, conseillères familiales et collégiens entament le dialogue : "À partir de quand faut-il penser à la contraception d'après vous ?", "Qu'est-ce que ça représente pour vous d'être un jour parents ?" Rapidement, la gêne initiale se dissipe et les réponses fusent, entraînant d'autres questions : "Peut-on tomber enceinte dès la première fois ?" "Comment peut-on savoir si l'on est séropositif ?" Les participants repartiront avec des réponses précises, de nouvelles notions ("Je ne savais pas ce qu'était l'homophobie ou le sexisme", confie une élève), les adresses de tous les centres de planification de l'Essonne et surtout, quelques grands messages de prévention à retenir, comme penser à la contraception dès les premiers rapports et se protéger systématiquement des infections sexuellement transmissibles (IST).

Nouveauté 2011 : cette année, le livre "Questions d'ados" sera offert à tous les élèves de 4e comme support à ces séances d'information.

Prochaines étapes de l'Info Bus
- 10 au 14/10 : collège Pierre Mendès-France de Marcoussis
- 17 au 21/10 : collège Paul Fort de Courcouronnes

le chiffre

12 000

élèves de 4e ont bénéficié l'an dernier d'une séance d'éducation à la sexualité, à bord de l'Info Bus, dans leur collège ou dans le centre de planification et d'éducation familiale le plus proche.

Les Consult'Ados du mercredi

Chaque mercredi après-midi, plusieurs centres de planification de l'Essonne proposent des consultations gratuites, destinées aux jeunes. Retrouvez les coordonnées du centre le plus proche de chez vous sur essonne.fr rubrique Les Annuaires.

essonne.fr

collèges

L'éducation **en chantiers**

Cette année encore, les 56 858 collégiens essonniens ont fait leur rentrée dans des établissements entretenus et équipés par le Conseil général. Et pour beaucoup d'entre eux, dans des locaux rénovés au cours des derniers mois. C'est le cas du collège Jules Ferry, à Sainte-Geneviève-des-Bois, entièrement remis à neuf pour un montant de 11,1 millions d'euros (lire p.7). "Il s'agit du plus important chantier de rénovation de cette rentrée 2011", a souligné le président du Conseil général, Jérôme Guedj, lors de sa visite de rentrée, le 2 septembre. Quatre demi-pensions flambantes neuves ont également été livrées début septembre : au collège Mondetour des Ulis, Diderot à Massy, Nicolas Boileau à Saint-Michel-sur-Orge et Guettard à Étampes. D'autres chantiers démarrent ou se poursuivent en ce début d'année scolaire. En tête, les réhabilitations de demi-pensions, aux collèges Jean Moulin à Verrières-le-Buisson, Pompidou à Montgeron, Jean Vilar à Grigny, Rosa Luxembourg à Lisses et Henri Wallon à Vigneux-sur-Seine. Sur ces trois derniers collèges, en plus de la demi-pension, les travaux permettront également la création de préaux couverts, la construction de sanitaires, la réhabilitation des bâtiments d'enseignement ou encore l'amélioration des équipements techniques et de sécurité incendie.
Bref, des rénovations tous azimuts au service d'un seul et même objectif : offrir les meilleures conditions d'apprentissage aux collégiens du département, afin que les turbulences qui secouent en ce moment l'Éducation nationale les affectent le moins possible.

Quatre demi-pensions ont été rénovées par le Conseil général dont celle du collège Guettard à Étampes.

jeunesse

Envoyez **vos bons plans vacances**

Vous avez entre 16 et 22 ans et vous êtes parti en vacances grâce à un pack Sac Ados du Conseil général cet été ? N'hésitez pas à nous raconter votre aventure en participant au concours "Les bons plans de vos vacances", jusqu'au 31 octobre. Choisissez un thème parmi les cinq proposés : éco-gestes, des vacances en toute sécurité, carnet de route, photo de vacances ou défi sportif. **Postez ensuite vos récits de voyage, photos, vidéos, dessins ou blogs en envoyant un mail à sacados@cg91.fr**
Les meilleurs "bons plans" seront récompensés en fin d'année lors d'une remise officielle des prix au Conseil général.

Massy

Simplifier la vie

Faciliter le quotidien des personnes malades et/ou en situation de handicap : c'est la mission du Réseau d'accompagnement et de médiation interculturel (Rami) de l'association Espace Singulier. Animé par un professionnel, le Rami aide, informe et accompagne les Essonniens en (re) créant des liens avec les associations spécialisées et les institutions publiques et privées. Pour en bénéficier ? Un coup de fil ou un mail suffisent. "Sans jamais se substituer aux organisations existantes, précise la présidente d'Espace singulier, Sandrine Podolak, l'association est là pour rompre l'isolement et simplifier la vie des personnes et de leurs aidants, en les rendant autonomes". Une initiative soutenue par le Conseil général et la Caisse primaire d'assurance maladie.

06 77 33 93 74
info@espacesingulier.org

emploi

Pour une insertion **durable...**

Chef de file en matière d'insertion, le Conseil général s'engage pour les Essonniens les plus démunis, particulièrement touchés par la crise. **Afin de favoriser leur retour à l'emploi, le département vient d'accorder plus de 600 000 euros à 9 chantiers d'insertion par l'activité économique.** Grâce à ces dispositifs, les bénéficiaires du RSA et les chômeurs obtiennent un travail de deux ans et un accompagnement, par le biais de formations (titre professionnel de peintre en bâtiment, préparation au CAP de travaux paysagers...). Ces appuis permettent à ces Essonniens de réinsérer dans le monde du travail.

enfance et famille

Protection renforcée

Le Conseil général protège les enfants et accompagne les familles. C'est même l'un de ses cœurs de métier. À ce titre, il vient d'accorder plus de 200 000 euros à 22 associations qui œuvrent pour le bien être des petits et qui soutiennent leur famille. Cet appui financier s'inscrit dans le cadre du schéma départemental enfance et familles, actuellement en cours de révision.

solidarité

Le parti **des plus démunis**

C'est à n'y rien comprendre. Alors que la pauvreté progresse, l'Europe a décidé, en juin dernier, de réduire drastiquement ses aides aux programmes d'aide alimentaire pourtant si utiles. Comme si cela ne suffisait pas, l'État a annoncé qu'il ne compenserait pas ce manque à gagner catastrophique pour les associations qui offrent des repas aux plus démunis. Notre département a choisi a son camp, celui de la solidarité. Le Conseil général a donc récemment accordé 25 500 euros à la Banque Alimentaire - visée par cette mesure - qui collecte des surplus de denrées et les redistribue localement à 26 associations essonniennes. L'an dernier, celles-ci ont distribué 597 tonnes de produits alimentaires représentant environ 1,2 million de repas. Parmi elles, citons les Restos du Cœur et également les 17 épiceries sociales de l'Essonne. **Ces supérettes de la solidarité (voir photo) viennent aussi d'obtenir du Conseil général un soutien de 230 000 euros.**

jeunesse

Une tendance naturelle à la citoyenneté

Le service civique monte en puissance. En Essonne, les collectivités s'approprient ce dispositif, tandis que l'association Unis-Cité recrute 24 volontaires.

Lancé en 2010, le service civique unifie les principaux dispositifs de volontariat. Il permet aux jeunes de 16 à 25 ans de s'engager pour des missions rémunérées de 6 à 12 mois, en France ou à l'étranger, au service de la collectivité. "Les jeunes engagés sont séduits par l'idée de consacrer un moment de leur vie aux autres", estime Isabelle Barret, responsable de l'antenne Essonne / Val-de-Marne d'Unis-Cité. Véritable "laboratoire du service civique", cette association créée en 1994 s'est installée à Évry en 2008. Elle bénéficie depuis du soutien du Conseil général (35 000 euros en 2011). Entre octobre et juillet 2010, 16 Essonniens ont mené des missions d'intérêt général. **Actuellement, Unis-Cité recrute 24 nouveaux volontaires en Essonne**, "quelles que soient leurs compétences, leurs parcours scolaires, professionnels ou personnels. Une seule condition: être motivé", rappelle Isabelle Barret. Les nouvelles recrues devraient participer à des visites à des personnes âgées et isolées, des actions de promotion des valeurs du sport ou de gestes éco-citoyens.

"Passeur de mémoire", un projet destiné à recueillir et valoriser la parole des anciens.

service-civique.gouv.fr
uniscite.fr

ESSONNE EXPRESS

Du nouveau sur essonne.fr
Le guide des formations destiné aux responsables associatifs a été réactualisé. Il est consultable sur le site Internet du Conseil général. vous pouvez aussi vous inscrire directement en ligne. Et n'oubliez pas que les séances publiques du Conseil général sont toujours retransmises en direct sur essonne.fr
Prochain rendez-vous le 10 octobre.

Au salon de l'éco-habitat...
Offrir toutes les informations indispensables pour concevoir ou moderniser son cadre de vie en parfaite adéquation avec notre environnement: telle est la mission du 4e salon de l'éco-habitat*. Proposé du 4 au 6 novembre dans la zone commerciale de la Croix Blanche à Sainte-Geneviève-des-Bois, cet événement rassemblera 30 à 40 artisans spécialisés dans l'éco-construction et l'éco-rénovation. Entrée libre.

*Proposé par la Chambre de métiers et d'artisanat, le Conseil général - qui soutient les éco-filières -, et la Communauté d'agglomération du Val d'Orge engagée dans la création de Valvert, la future zone d'activités entièrement dédiée à l'habitat durable.

01 69 47 54 32
cm-essonne.fr
agglo-valdorge.fr

Les subventions du Conseil général

AIDE AUX COMMUNES

- **Breuillet > 520 000 euros** pour l'aménagement de la route d'Arpajon entre la Grande rue et le passage à niveau.
- **Chevannes > 129 500 euros** pour poursuivre la rénovation de la Ferme des Seigneurs où la mairie s'installera ainsi que les services techniques municipaux. Des locaux pour les associations seront aussi aménagés.
- **Corbeil-Essonnes > 1 560 000 euros** pour des travaux concernant le club d'aviron ainsi que des aménagements de rues et d'une aire de jeux dans le bas Coudray.
- **Étampes > 1 100 000 euros** pour des travaux dans les rues Baugin, Evezard et Gérofosse.
- **Étrechy > 410 000 euros** pour l'aménagement de la rue Salvador Allende, entre les rues du Roussay et Jean Moulin.
- **Itteville > 450 000 euros** pour réhabiliter 5 écoles (2 maternelles et 3 élémentaires).
- **La Norville > 215 000 euros** pour l'aménagement de liaisons douces entre la mairie et la salle Pablo Picasso, le réaménagement du parking de la maison des associations...
- **Maisse > 512 500 euros** pour rénover la salle des fêtes, aménager le parc des bords de l'Essonne, réhabiliter et agrandir la mairie...

CULTURE

> 440 000 euros pour le fonctionnement des bibliothèques publiques et associatives de l'Essonne.
> 140 000 euros à 176 associations qui contribuent au rayonnement culturel du département.

LOGEMENT

- **Juvisy-sur-Orge > 400 000 euros** pour la construction de logements sociaux situés Zac des Bords de Seine.
- **Marcoussis > 462 600 euros** pour la construction de logements sociaux dans la rue Pasteur.
- **Le Plessis-Pâté > 560 000 euros** pour la construction de logements sociaux, allée des Noisetiers.
- **Palaiseau > 530 700 euros** pour la construction de logements sociaux situés avenue des Alliés.

QUARTIERS

- **Corbeil-Essonnes > 762 000 euros** pour la construction d'une maison des associations aux Tarterêts + **113 750 euros** pour l'aménagement du centre social.
- **Courcouronnes > 400 000 euros** pour la reconstruction de l'Espace Colucci au Canal.
- **Évry > 300 000 euros** pour la création d'un Point information media multi-services au Bois Sauvage.
- **Les Ulis > 400 000 euros** pour l'aménagement de l'avenue de Bourgogne.
- **Palaiseau > 330 000 euros** pour la réhabilitation de l'ancienne école Jules Ferry en vue de la transformer en un lieu de vie sociale et culturelle.

essonne.fr

La Folie-Bessin / Palaiseau

A10 : voie libre pour les bus

Sur le papier, le trajet Briis-sous-Forges-Massy sur l'autoroute A10 s'effectue en à peine 15 min de bus. Mais dans la réalité des bouchons quotidiens, ce petit quart d'heure se transforme souvent en 45 min. Afin d'améliorer la fiabilité des temps de parcours en transports collectifs, le Conseil général s'est engagé, aux côtés de l'État et de la Région, à participer financièrement aux études d'une voie spécialement dédiée aux bus sur l'A 10, entre La Folie-Bessin et Palaiseau dans le sens province-Paris. Les taxis et les voitures en covoiturage pourraient également en bénéficier. Mais les usagers de l'A 10 devront encore s'armer de patience : les travaux sont estimés à 7 millions d'euros que les partenaires financiers n'ont pas encore programmés. "Il est donc encore trop tôt pour fixer une date concrète de mise en service", précise Pascal Fournier, vice-président du Conseil général chargé des équipements publics et des infrastructures routières.

Plateau de Saclay

L'infiniment petit **voit grand**

Travailler la matière atome par atome, à l'échelle du nanomètre - c'est-à-dire au milliardième de mètre - pour innover. C'est l'objectif de Nano-Innov, le centre d'intégration des nanotechnologies qui ouvre ses portes en octobre sur le Plateau de Saclay. Les deux premiers bâtiments du site, que le président du Conseil général Jérôme Guedj a visité fin juillet (voir photo), accueilleront près de 600 chercheurs du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), de l'Institut Télécom et de l'université Paris-Sud 11. Répartis sur six plateformes de recherche, ces experts de l'"infiniment petit" travailleront sur des applications pratiques des nanotechnologies : médecine, automobile, informatique, électronique, biologie... Un exemple : en médecine, la "nano-instrumentation" devrait permettre de progresser dans la détection précoce des maladies.

Apollon, "dieu" des lasers

En 2015, le CEA accueillera le laser le plus puissant du monde sur son site de l'Orme des Merisiers, à Saint-Aubin. Baptisé Apollon, en référence au dieu grec de la lumière, il pourra produire une puissance lumineuse jamais égalée à ce jour : jusqu'à 10^{23} watts par cm^2, soit davantage que la puissance enregistrée à la surface même du soleil ! Il permettra de briser l'infiniment petit, comme dans un accélérateur de particules, mais sur un espace plus compact et pour un coût moins élevé. Autre avantage : la sécurité de l'installation, grâce à des murs en béton de 4,80 m d'épaisseur qui éviteront tout rejet dans l'environnement.

Jérôme Guedj, président du Conseil général ainsi que David Ros, vice-président chargé de la recherche et Claire Robillard, vice-présidente en charge du développement durable en visite sur le Plateau de Saclay.

Les Ulis

Un stage de prévention pour femmes en devenir

La ville des Ulis organise des stages destinés aux jeunes femmes en décrochage scolaire, avec l'objectif de favoriser leur autonomie. Une expérience positive qui fait boule de neige...

"La femme n'a plus à être dépendante d'un homme". C'est la principale leçon qu'a retenue Emma*, 18 ans, de son stage "Jeunes et femmes, des outils pour construire sa vie" en 2010. La même année, grâce au soutien du Conseil général, la mairie et la mission locale des Ulis ont monté un projet de prévention sur mesure. "Nous sommes là pour aider ces jeunes filles à se construire en tant que femmes et citoyennes afin qu'elles soient les plus autonomes possibles", résume Maud Olivier, maire des Ulis et vice-présidente du Conseil général chargée de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité.

Les stagiaires ont notamment rencontré la délégation chargée des droits des femmes à l'Assemblée nationale pour évoquer la contraception, la sexualité ou l'émancipation des femmes. Suite au stage, Emma a même obtenu un contrat en alternance en animation culturelle. "J'ai toujours voulu travailler dans la musique. Je commence le 21 octobre", confie la jeune femme, le sourire aux lèvres.

Face au succès rencontré, une nouvelle session est programmée en novembre-décembre prochain, tandis que les missions locales du département ont décidé d'organiser des stages similaires.

*Prénom modifié.

01 69 18 79 10
a.lagree@mlulis.reseau-idf.org

Égalité femmes-hommes

Des formations **pour les collectivités locales**

Dans le cadre de l'animation du réseau "Appel des 100", lancé le 8 mars dernier, le Conseil général propose aux collectivités locales essonniennes des formations spécifiques en vue de les accompagner dans l'élaboration de leur plans d'actions pour l'égalité. Les premières sessions prévues les 3 et 18 octobre porteront sur "l'intégration du genre dans les politiques publiques et le déconstruction des stéréotypes de genre". Elles se dérouleront au Conseil général et à la Maison départementale de l'habitat, d'octobre à décembre.

essonne.fr

Expression des groupes politiques

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN

La sécurité, sacrifiée aussi sur l'autel du dogme de la réduction des emplois de service public

Après dix ans de pouvoir de l'UMP, y a-t-il encore un service public qui fonctionne dans notre pays ? Cette question est légitime tant l'éducation, l'hôpital, Pôle emploi et bien d'autres encore sont au bord de l'implosion.
À coup de grandes purges et de non-remplacements des départs en retraite, Nicolas Sarkozy et l'UMP ont réussi leur coup : détruire, pierre après pierre, le service public. La crise, le besoin d'efficacité, la rentabilité, tous ces arguments ne pourront excuser une politique injuste, irréfléchie et scandaleuse, basée sur une vision comptable du service public.
Le ministère de l'Intérieur, pourtant aux mains de celui qui fut jadis patron de la police, privilégie le matériel à l'humain. Il change régulièrement l'armement mais avec de moins en moins de policiers, eux-mêmes moins bien formés, et une politique basée sur le tout répressif.
Très critiquée par la droite sous Jospin, la police de proximité a été remplacée par des interventions sporadiques et musclées, à visée médiatique et électorale. Depuis peu, en changeant de nom, ce principe de police républicaine qui associe prévention, vigilance et répression se met en place... mais très lentement et dans peu de quartiers.
En Essonne, nous subissons de plein fouet les conséquences de cette politique de réduction de fonctionnaires. Il n'y a pas eu d'explosion de violence, comme aiment à le faire croire les membres de l'UMP dans leur course aux voix du FN, mais celle qui existait il y a quelques années n'a plus de garde-fou. On a annihilé ce qui permettait de la juguler.
Pour en juger, il suffit d'observer ce qui se passe depuis quelques semaines dans le département. À Orsay, le commissariat a été fermé alors même que les cambriolages sont en hausse de 40%. À Athis-Mons, 8 postes de fonctionnaires de police ont déjà été supprimés. À Grigny, plus de commissariat mais une annexe du commissariat de Juvisy-sur-Orge ouverte aux horaires de bureau. Si un problème intervient à 19h, prière de patienter jusqu'au lendemain...
La liste des coups portés aux forces de l'ordre est non exhaustive, mais ces exemples illustrent parfaitement le déficit de sécurité que le département connaît aujourd'hui. C'est inadmissible.
La sécurité est un droit pour tous, elle doit être juste et homogène sur tout le territoire. Elle est, avec les autres services publics, la base indispensable du mieux vivre ensemble.

groupeser91.fr

GROUPE FRONT DE GAUCHE

Notre règle d'or, c'est l'Humain d'abord

Selon Sarkozy, Merkel et consorts, il faut vite fermer les robinets de dépenses publiques et voter la fameuse règle d'or interdisant les déficits. Ce n'est pas de dépenses utiles, dont souffre notre société. Mais du choix des dirigeants européens d'enrichir sans cesse les plus aisés en pillant l'État. C'est de leur décision de laisser les mains libres aux spéculateurs, au nom de la concurrence libre et non faussée. Accepter cela, c'est se condamner à l'austérité perpétuelle, alors qu'il y a urgence à investir dans l'éducation, la santé, les transports, la formation, le logement, comme le font les collectivités locales pour les générations a venir. Accepter cette règle d'or, c'est se soumettre aux marchés, alors qu'il faut les museler : ainsi, taxer les revenus du capital à hauteur de ceux du travail rapporterait deux fois les intérêts de la dette.

LES GROUPES POLITIQUES DE LA MAJORITÉ DU CONSEIL GÉNÉRAL

Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain : M. Berson, G. Bonneau, C. Buffone, C-L. Campion, J. Cauët, E. Chaufour, F. Chouat, R. Colas, C. Da Silva, E. Fournier, P. Fournier, G. Funès, J. Guedj, G. Hérault, D. Hoeltgen, T. Mandon, M. Olivier, F. Petitta, M. Pouzol, C. Robillard, D. Ros, P. Sac.Tél. : 01 60 91 90 71
Groupe Front de gauche : P. da Silva, B. Piriou, M. Rauze, C. Vazquez. Tél. : 01 60 91 90 67

essonne.fr

GROUPE UPE

Transports scolaires : quels choix en 2012 ?

À la suite des profondes modifications intervenues dans la prise en charge des transports scolaires, le Conseil Général, unanime, a décidé un moratoire sur les participations demandées aux familles pour l'année scolaire en cours. Qu'en sera-t-il demain ? Au groupe UPE, nous pensons que le moment est venu d'engager sur les transports des Collégiens une réflexion cohérente avec les mesures instaurées par la Majorité de Droite et du Centre en 2007 en faveur des élèves demi-pensionnaires : une participation des familles liée à leurs revenus, le Conseil Général ne s'interdisant pas de prendre en charge la totalité du coût pour les plus modestes. Nous ferons des propositions en ce sens lorsque le débat s'ouvrira et proposerons de couvrir cette dépense non par une augmentation d'impôts mais par des économies budgétaires.

GROUPE UMPA

Rentrée 2011, l'élève Essonne manque ses premiers contrôles !

Gestion de la dette : La Majorité doit s'appliquer !

Cela vous aura peut être échappé tant la nouvelle fut discrètement annoncée cet été, mais la Majorité départementale socialiste a bel et bien manqué ses premiers contrôles de rentrée. Notamment en économie, option gestion de la dette, l'élève Essonne n'a pas convaincu les agences Standard & Poors et Fitch Ratings, le Département voit à nouveau sa note baisser.

Chagriné d'annoncer ses mauvais résultats, l'élève Essonne n'a pas manqué d'expliquer cette situation, avec aplomb, par le classique "c'est pas ma faute, c'est la sienne..." en désignant du doigt le grand et égoïste État.
Plutôt que de chercher des excuses, la Majorité départementale devrait tirer d'avantage les leçons de ses choix budgétaires antérieurs : multiplication par 4 de la dette entre 1998 et 2010, pour atteindre 780 millions d'euros... Les baisses consécutives des notes attribuées au Département illustrent le recul de ses capacités à maîtriser son endettement. Une situation qui ne devrait pas s'inverser faute d'optimisation des pratiques budgétaires selon Standards & Poors.
L'État ne saurait être tenu pour responsable de cette dégradation. En 2011 les concours financiers envers les collectivités sont stabilisés - 55 Mds d'euros - les dotations de solidarité urbaine et rurale ont été abondées respectivement de 50 et 77 millions d'euros supplémentaires. L'État répond présent aux côtés des collectivités locales !
Nous nous étonnons d'ailleurs du silence gardé par la Majorité suite au rejet de la question prioritaire de constitutionnalité formulée par 50 départements de gauche sur des transferts non compensés par l'État le 30 juin dernier.
La Majorité aurait-elle la communication sélective ?

Transports scolaires : attention aux délais

Lorsque cela l'arrange, la Majorité départementale décrit une réalité haute en couleurs à grands coups de communication... La rentrée 2011 n'aura pas dérogée à la règle mais les encarts publicitaires n'ont pas suffit à masquer l'indignation des parents d'élèves n'ayant pas reçu à temps les cartes Scol'R. La faute à qui ? Au logiciel fourni par le STIF ! Avec cette formule, la gauche innove en se retranchant derrière la politique menée par ses propres amis ! Un nouvel épisode qui illustre son incapacité à assurer l'organisation d'un service public exemplaire !

LES GROUPES POLITIQUES DE L'OPPOSITION DÉPARTEMENTALE

Groupe UPE (Union pour l'Essonne) : D. Fontenaille, T. Joly, N. Lamoth, N. Schœttl. Tél. : 01 60 91 90 62
Groupe UMPA (Union pour un mouvement populaire et apparentés) : M. Bournat, J.-J. Boussaingault, G. Crosnier, J.-P. Delaunay, M. Duranton, D. Écharoux, F. Fernandez De Ruidiaz, F. Fuseau, P. Imbert, E. Mehlhorn, C. Parâtre, J. Perthuis.
Tél. : 01 60 91 90 52/53

Changez de télé !

TF1 france 2 BFM NEWS i> ar NRJ france 3 CANAL+ Direct 8

TéLessonne

Votre télé locale, partout en Essonne

disponible sur

numericable 9 - 97 | free 217 | orange 215 | neufbox TV 340 | Bouygues Telecom 407

www.telessonne.fr

À l'affiche

32 La science de l'art

37 Sandrine Soubeyrand, Gaëtane Thiney

Coupe du monde de foot féminin : interview croisée des 2 joueuses essonniennes

38 L'Essonne sous les projecteurs

200*265-telessonne.indd 1 20/09/11 15:44

▸ La science de l'art

La lumière en toile de fond

"Box", une installation créée en 2005 par Kris Verdonck en collaboration avec les ingénieurs de Philips Lighting. À découvrir les 4 et 5 novembre au Musée de la lumière et de la matière à l'Anneau de collisions d'Orsay et du 8 au 12 novembre au Salon du château de Morsang-sur-Orge.

Fruit d'un dialogue étonnant sur la lumière, "La science de l'art" s'expose en Essonne du 4 novembre au 4 décembre.

"La science de l'art" se dévoile en Essonne. Une manifestation gratuite, pilotée par le Conseil général*, dans le sillage de la Fête de la science. Pendant un mois, dix œuvres d'art contemporain réalisées par des artistes et des scientifiques, dans dix lieux différents se donnent à voir. **Au cœur de l'exposition ? Une réflexion croisée autour de la lumière.**

À Palaiseau, l'artiste Arnaud Kalos, en collaboration avec les scientifiques Étienne Landon et Ludwig Jardiller, présente ainsi "Chlorophylle", un espace sombre où la silhouette du visiteur est captée et habitée par une biologie végétale. Lumière comme source de vie, mais aussi comme témoignage d'une histoire...

À Verrières-le-Buisson, l'œuvre "Sous chaque arbre, une feuille", de la photographe Évelyne Coutas et du phyto-sociologue Christian Sifre, révèle l'empreinte lumineuse et chimique des plantes telle une carte géographique ou astronomique. Des ateliers scientifiques seront également proposés au public, notamment par l'association Les Petits Débrouillards. L'occasion de s'engager "dans le même processus que celui des artistes et scientifiques, fait de questionnements, d'expérimentations et de découvertes", souligne Nathalie Porte, coordinatrice départementale de l'association. Et de réaliser que "les artistes sont parfois des scientifiques qui s'ignorent, et inversement !"

*En partenariat avec le Collectif des villes pour la culture en Essonne, le Synchrotron Soleil et les Communautés d'agglomération du Plateau de Saclay et Les Portes de l'Essonne, la Communauté de communes de l'Arpajonnais, les villes de Breuillet, La Norville, Marcoussis, Morsang-sur-Orge, Palaiseau, Verrières-le-Buisson et Viry-Chatillon.

Programme complet
essonne.fr

ESSONNE EXPRESS

FESTIVAL

- **22 OCTOBRE AU 2 NOVEMBRE**
FestiMômes
Orsay / MJC Jacques Tati
01 78 85 40 27

HUMOUR

- **18 OCTOBRE**
Stéphane Guillon
Corbeil-Essonnes / théâtre
01 69 22 56 19
- **21 OCTOBRE**
Fabrice Luchini
Longjumeau / théâtre
01 69 09 09 09
- **5 NOVEMBRE**
Sophia Aram
Athis-Mons
salle Lino Ventura
01 69 57 81 10

MUSIQUE

- **8 OCTOBRE**
Tribute to Fred Astaire, avec Stanislas (jazz)
Les Ulis / Le radazik
01 69 29 34 49
- **13 OCTOBRE**
Christophe (chanson)
Palaiseau / salle des fêtes
01 69 31 56 20
- **14 OCTOBRE**
Dub trio + Flying Pooh (heavy dub)
Brétigny-sur-Orge
Le Rack'am
01 60 85 10 37
Pierre Perret (chanson)
Longjumeau (théâtre)
01 69 09 09 09
Les blérots de R.A.V.E.L. (chanson)
Paray-Vieille-Poste
l'Avant scène
01 60 48 80 60
- **15 OCTOBRE**
Gospel made in USA
Brunoy / théâtre de la Vallée de l'Yerres
01 69 12 24 50
Jacques Higelin (chanson)
Corbeil-Essonnes / théâtre
01 69 22 56 19
Mulatu Astatke (jazz)
Ris-Orangis / Le Plan
01 69 43 03 03
- **18 OCTOBRE**
Véronique Sanson (chanson)
Évry / Arènes de l'Agora
01 69 02 72 77
Serge Rahoerson quartet (jazz blues)
Morsang-sur-Orge
salons du château
01 69 72 20 30

▸ Évry

Salves d'applaudissements

Le Théâtre de l'Agora, l'une des scènes majeures de l'Essonne, fait sa rentrée. Une nouvelle saison placée sous le signe de la poésie, au sens large. Les 12 et 13 octobre, place aux "Molécules désaccordées". Une pièce ludique et exaltante sur la chimie proposée aux enfants de plus de 7 ans. Le 14 octobre, changement de registre avec la dernière création de la chorégraphe Maguy Marin. **Politique au sens fort, "Salves" tire la sonnette d'alarme d'un monde malade où la rage l'emporte encore sur le désespoir.** À la fois peinture, poème et épopée, cette pièce est une suite d'images, de flashes arrachés aux ténèbres, qui donnent à voir la folie du monde. Des décharges visuelles et sonores, bref, une immense partition rythmique pour sept interprètes.

et aussi
- **Théâtre: Étrangère-té // 7 octobre**
- Musique : Laurent Korcia, les 4 saisons de Vivaldi // 18 octobre
- Théâtre visuel dès 8 ans : Blanche Neige // 20 octobre

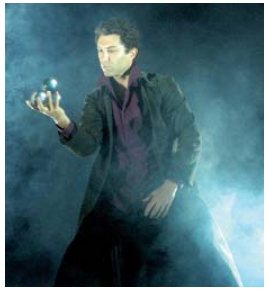
01 60 91 65 65
theatreagora.com

▸ Brunoy

Les couleurs du music-hall

Parrainé par le regretté Raymond Devos, "Les Feux de la Rampe" est le seul festival en France consacré aux artistes de music-hall. Du 7 au 9 octobre, au Théâtre de la Vallée de l'Yerres à Brunoy, équilibristes sur cannes, jongleurs avec balles de cristal (voir photo), acrobates, magiciens, mimes... rivaliseront de talent pour décrocher le prix du public, celui du jury et pour assurer un gala de clôture éblouissant.

01 69 49 59 64
feuxdelarampe.fr



▸ Les Ulis

L'imagination au pouvoir

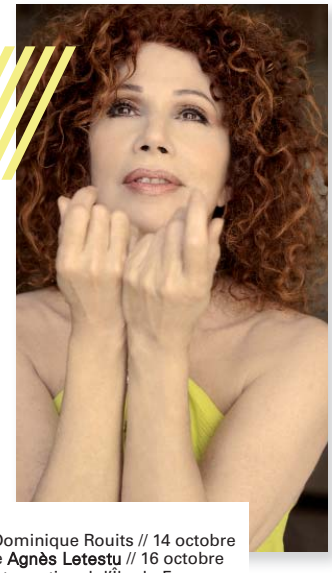
Que reste-t-il de mai 1968 ? Alors que certains fustigent cette période, d'autres s'en inspirent. À l'image de Gilles Martin, de la Compagnie Point de Rupture, auteur et metteur en scène de "Future/No Future". Dans sa dernière création* à découvrir les 4 et 5 novembre à l'espace culturel Boris Vian des Ulis, ce citoyen engagé nous interroge sur nos préoccupations et nos utopies. Sur scène, quatre comédiens entament un dialogue avec des jeunes. Conscient de l'impasse où mène la surconsommation, l'équipage des adolescents - Ulissois et amateurs de théâtre - saura-t-il inventer une alternative ? En contrepoint, les comédiens incarnent la destinée de soixante-huitards aux prises avec une société gangrenée par l'abondance. **Entre réel et fiction, le spectacle devient un véritable laboratoire pour l'imagination. Une proposition audacieuse.**
À partir de 14 ans.

*En coproduction avec le centre culturel des Portes de l'Essonne, le Théâtre de Brétigny, l'espace culturel Boris Vian des Ulis, le Conseil général, les mairies de La Norville et Morsang-sur-Orge...

01 69 29 34 91
essonne.fr

▸ Massy

“L’opéra autrement”



Décrit comme “un champignon au milieu d’une forêt de béton” par son directeur Jack-Henri Soumère, l’Opéra de Massy a su faire le lien entre l’art lyrique, la musique classique et le monde qui l’entoure. En témoigne, une nouvelle fois, la saison 2011-2012. Oscillant entre de grands opéras tel le “Barbier de Séville” et des œuvres plus méconnues comme “L’Egisto”, créant l’émulation avec les récitals d’Amaury Vassily, de Florian Laconi ou de Julia Migenes (en mars), l’Opéra de Massy ne se cantonne pas pour autant à ses quatre murs.
Ainsi le Bus-Opéra sillonnera pour la première fois l’Essonne afin d’interpréter “les œuvres de la saison” tout en faisant “connaître les métiers de l’opéra”. Une approche pédagogique “indispensable”, estime Jack-Henri Soumère, qui désire “éduquer les gens au lyrique” en venant à eux ou en ouvrant l’Opéra aux plus jeunes lors des répétitions et des ateliers découverte. Une spécificité propre à l’Opéra de Massy qui, avec le soutien financier du Conseil général, attire plus de 50 000 spectateurs par an.

01 60 13 13 13
opera-massy.com

et aussi
- **“Le Boléro de Ravel”,** dirigé par Dominique Rouits // 14 octobre
- Carte blanche à la danseuse étoile **Agnès Letestu** // 16 octobre
- **“Carmen”,** interprété par l’Orchestre national d’Île-de-France et mis en scène par Nadine Duffaut // 18 octobre, 4 et 6 novembre

Télessonne partenaire des Primeurs de Massy

Carton de ce début d’année 2011 avec Aux Armes, référant à la fois à l’Internationale et à La Marseillaise, Melissmell sera aux Primeurs le 26 octobre.

La chaîne départementale se glisse dans les coulisses du festival Les Primeurs de Massy, organisé par Paul B et soutenu par le Conseil général. Du 26 au 28 octobre, à 18h45, dans la quotidienne “On a des choses à vous dire”, rendez-vous pour des interviews exclusives et des concerts. L’intégralité de ces temps forts sera à retrouver dans la spéciale “Primeurs” de l’émission “Live from Téléssonne” diffusée le 4 novembre à 19h45. Rappelons que ce festival, placé sous le signe du métissage et de la découverte déploie son tapis rouge, du 26 au 29 octobre, à 20 artistes qui viennent de sortir leur premier album. **Des nouveaux talents très prometteurs** comme “Brigitte”, un duo à la pop frivole et décalée, ou l’incroyable Ablaye Thiossane, qui, à 75 ans, offre un premier opus truffé de jolies perles sénégalaises ou encore l’électro rock de The Shoes ou le rock /jazz /hip hop de True Live.

telessonne.fr
Des places de concert sont à gagner

▸ Saint-Germain lès-Arpajon

Le Petit Chaperon Rouge revisité

La petite Eby a la varicelle. Son papy Georges vient la garder. Pour passer le temps, ils jouent le Petit Chaperon Rouge. Mais c’est mal connaître Eby que de s’imaginer qu’elle va accepter de se faire dévorer… Qualifié de “Comédie musicale loufoque” par Le Monde, “Eby et son petit chaperon rouge” est un spectacle pour enfants à partir de 4 ans et pas seulement, puisque les parents se régaleront tout autant. À voir le 18 octobre à l’espace Olympe de Gouges.

Réservations
au 01 69 26 14 15

essonne.fr

ESSONNE EXPRESS

- **4 NOVEMBRE**
Soprano (rap)
Évry / Arènes de l'Agora
01 69 02 72 77
Charles Bradley (soul)
Ris-Orangis / Le Plan
01 69 43 03 03
- **5 NOVEMBRE**
Hommage à Georges Brassens (chanson)
Crosne / espace René Fallet
01 69 49 64 09
S-Renard (chanson)
Draveil / Café Cultures
01 69 73 12 69

MUSIQUE CLASSIQUE

- **16 OCTOBRE**
Les quatre saisons de Vivaldi par l'orchestre de l'opéra de Massy
Brunoy / théâtre de la Vallée de l'Yerres
01 69 12 24 50
Parisnettes ensemble (trio de clarinettes)
Marcoussis
orangerie des Célestins
01 64 49 55 66
- **4 ET 6 NOVEMBRE**
Carmen (opéra)
Massy / opéra
01 60 13 13 13

THÉÂTRE

- **8 OCTOBRE**
Les montagnes russes
Longjumeau / théâtre
01 69 09 09 09
Les soliloques de Mariette
Orsay / MJC Jacques Tati
01 78 85 40 27
- **15 OCTOBRE**
La fille à la trompette
Saint-Chéron
salle du Pont de bois
01 69 14 13 19
Brocante sonore
Verrières-le-Buisson
Le Colombier
01 69 53 78 00
- **21 OCTOBRE**
Vian v'là Boris
Itteville
espace Brassens
01 64 93 77 29

DANSE

- **16 OCTOBRE**
Étoiles et solistes du Ballet de l'Opéra National de Paris
Massy / opéra
01 60 13 13 13

En pleine **nature**

Alors que les arbres se parent de leur chatoyante couleur automnale, qu’il est bon de flâner dans les forêts et marais essonniens… Les gardes-animateurs du Conseil général qui protègent et valorisent ces sites vous attendent pour des animations gratuites.
Le 9 octobre, à l’occasion de la Fête des vignes et des vergers, le domaine départemental de Montauger vous invite à découvrir un patrimoine agricole oublié. Au programme, une balade contée dans le verger, des conférences sur l’apiculture ou l’entretien écologique d’un vignoble, des animations culinaires à partir des produits du verger et du potager avec dégustation, pique-nique tiré du sac dans le parc…
Entrée libre.

et aussi
- **Paroles d’arbres et histoires d’artistes** (contes) au domaine départemental de Montauger
16 et 23 octobre

01 60 91 97 34 **essonne.fr/cadre-de-vie/patrimoine-naturel/les-rendez-vous-nature/**

L’art contemporain en questions

Les samedis d’octobre à mai, le domaine de Chamarande*, qui abrite un fonds départemental d’art contemporain, propose des conférences passionnantes, en partenariat avec l’association “Connaissance de l’art contemporain”. La première d’entre elles, programmée le 15 octobre, à 15h, portera sur : “Quel effet ça fait d’être amoureux… d’une œuvre d’art ?” Quelques éléments de réponses en passant en revue les œuvres de Toulouse-Lautrec, Dali ou encore Louise Bourgeois. Puis, un médiateur du domaine départemental invitera les participants à une “visite-focus” sur une œuvre exposée à Chamarande. Entrée libre.

*Propriété du Conseil général.

01 60 82 52 01
publicschamarande@cg91.fr

▸ Patrimoine

Deux “Maisons des Illustres” pour l’Essonne

Depuis la mi-septembre, la maison Cocteau à Milly-la-Forêt et la maison-atelier de Foujita à Villiers-le-Bâcle (voir photo) ont décroché le label “Maison des Illustres”. Une reconnaissance créée cette année par le ministère de la culture et de la communication pour identifier les maisons d’artiste. Des lieux de mémoires remarquables qui conservent et transmettent la mémoire de personnages célèbres. Ce label récompense “une offre culturelle remarquable et garantit un accueil de qualité auprès de tous les publics”. “C’est une reconnaissance. Cela nous offre une nouvelle lisibilité au sein du paysage patrimonial”, se félicite Anne Le Diberder, responsable de la maison-atelier Foujita, propriété du Conseil général.

▸ Épinay-sous-Sénart

Le badminton prend un coup de jeune

Il s'ouvre aux petits ! Dans le secteur d'Épinay-sous-Sénart, le badminton était depuis quelques années réservé aux plus de 12 ans. Mais sous l'impulsion d'une dizaine de demandes, le club de badminton de la ville vient d'ouvrir deux nouvelles sections, pour les 6/8 ans et les 9/11 ans. De quoi réjouir Romain, bientôt 6 ans, et Didier, 11 ans, initiés à ce sport par leurs pères. Quant à Marine, 11 ans, elle voulait seulement "essayer". "C'est un sport très sain et très fair-play, explique Cédric Dupont, président du club, et contrairement à l'image que certains en ont, c'est intense et rapide." Les entraînements ont lieu le lundi au complexe sportif d'Épinay-sous-Sénart, de 17h30 à 18h15 pour les 6/8 ans et de 18h15 à 19h pour les 9/11 ans. Dix enfants ont déjà rejoint le club, et d'autres sont attendus. Ils peuvent s'inscrire tout au long de l'année et faire une ou deux séances découverte avant de s'engager.

06 84 94 35 35
badminton-epinay.fr

▸ Londres 2012

L'Essonne se met à l'heure olympique

L'opération "Sac ados", qui facilite les départs en vacances des jeunes Essonniens, fait des émules ! En partenariat avec le Comité national olympique et sportif français, le Conseil général propose désormais le "Sac ados olympique". Le principe ? Tous les Essonniens âgés de 18 à 22 ans peuvent proposer un projet de vacances. Selon leur dossier, une trentaine seront sélectionnés et recevront un "Sac ados olympique" comprenant notamment 110 ¤ de Chèques vacances, 40 ¤ de Chèques restaurant, 10 ¤ de Chèque lire et un sac à dos. **Ils auront également la chance d'assister, comme bénévoles ou spectateurs, aux prochains Jeux olympiques et paralympiques de Londres, organisés du 27 juillet au 12 août et du 29 août au 12 septembre 2012.** "Les partenaires locaux seront un relais indispensable dans l'accompagnement et la sélection des dossiers auprès des jeunes", souligne Michel Pouzol, vice-président du Conseil général chargé des sports. Un coup de pouce aux jeunes... mais pas seulement ! **À l'occasion de cet événement incontournable, le département lance un appel à projets en faveur des associations essonniennes.** "La proximité géographique avec ces Jeux représente une réelle opportunité de concrétiser des projets sportifs novateurs, en lien avec les valeurs de l'Olympisme", rappelle Dominique Lebreton, directeur des sports, de la jeunesse et de la vie associative au Conseil général. Les comités sportifs départementaux sélectionneront ensuite les initiatives les plus originales, qui bénéficieront d'un soutien du Conseil général. Solidarité, esprit d'équipe, goût du défi : l'Essonne a l'esprit sport !

essonne.fr

essonne.fr

ESSONNE EXPRESS

JEUNE PUBLIC

- **9 OCTOBRE**
1, 2, 3… triez !
Igny / MJC Jean Vilar
01 69 33 21 31
- **12 OCTOBRE**
Le fabuleux voyage d'Amazzal
Lisses / salle Gérard Philipe
01 69 11 40 00
- **16 OCTOBRE**
Éby et son petit chaperon rouge
Saint-Germain-lès-Arpajon
espace Olympe de Gouges
01 69 26 14 15
- **19 OCTOBRE**
Drôle de frousse !
Draveil / théâtre
01 69 40 94 90
- **21 OCTOBRE**
Biques et Piafs
Étampes / théâtre
01 69 92 69 07
- **22 OCTOBRE**
Musicabrac
Savigny-sur-Orge / MJC
François Rabelais
01 69 96 64 95
- **26 OCTOBRE**
Le maître du jeu
Wissous / espace Antoine
de Saint-Exupéry
01 69 93 89 04
- **30 ET 31 OCTOBRE**
Les contes de la peur bleue
Morsang-sur-Orge
Salons du château
01 69 72 20 30

SPECTACLE

- **15 OCTOBRE**
Dans les cordes
(pulse-poésie et jazz-fusion)
Marcoussis
salle Jean Montaru
01 64 49 55 66
- **18 OCTOBRE**
Démangeaisons de l'oracle
(théâtre-arts numériques)
La Norville
salle Pablo Picasso
01 64 90 93 72

EXPOSITION

- **JUSQU'AU 20 NOVEMBRE**
Jean Cocteau céramiste
Milly-la-Forêt
espace Paul Bédu
01 64 98 75 52
- **JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE**
Des murs et des hommes :
la prison du château
de Dourdan
Dourdan / musée du château
01 64 59 66 83

▸ Football féminin

"Nous avons gagné en légitimité"

Sandrine Soubeyrand ci-dessus et **Gaëtane Thiney** ci-contre.

Sandrine Soubeyrand, capitaine de l'équipe de France de football féminin, et Gaëtane Thiney, milieu offensif, toutes deux joueuses au Football Club Féminin Juvisy (FCFJ), reviennent sur la Coupe du monde qu'elles ont disputée en juillet dernier, en Allemagne.

Vous avez décroché la 4e place. Quel est votre ressenti ?
Sandrine Soubeyrand : C'est seulement la deuxième fois que nous participions à la Coupe du monde, donc nous sommes allées au-delà de nos espérances même si, dans un coin de notre tête, nous espérions aller plus loin.
Gaëtane Thiney : Nous avons pris conscience que nous pouvions nous qualifier pour les Jeux Olympiques et peut-être aller jusqu'au bout.
Quel souvenir garderez-vous de cette aventure ?
S.S. : L'ambiance dans les stades. Lorsque nous avons joué contre l'Allemagne, il y avait 48 000 personnes, c'était la première fois que je vivais cela.
G.T. : Il y en a eu beaucoup et en particulier la victoire en quart de finale contre l'Angleterre, un match à suspense avec beaucoup d'émotion. (ndlr : les Bleues menées 1-0 ont égalisé à 3 minutes de la fin du temps réglementaire, puis se sont imposées après une intense séance de tir aux buts).

Votre performance a-t-elle changé l'image du football féminin en France ?
S.S. : Oui, c'est une évidence. Nous l'avons senti quand nous sommes rentrées. Nous avons reçu beaucoup de messages de félicitation au club. Je crois que nous avons gagné en légitimité.
G.T. : Il y a beaucoup plus de médias qui nous sollicitent, de gens qui nous reconnaissent, qui s'intéressent. Et d'après les retours que j'ai, beaucoup plus de petites filles s'inscrivent dans les clubs. Ce que nous avons fait va être, je l'espère, un tremplin pour l'évolution du foot féminin.
Les qualifications pour l'Euro 2013 ont commencé en septembre. Partez-vous confiantes ?
S.S. : Après le résultat en Coupe du monde, nous avons plus d'assurance. Nous allons aborder l'éliminatoire en étant les favorites du groupe. À nous de prouver que notre 4e place n'était pas usurpée.

Changement de terrain pour le FCF Juvisy

Le FCF Juvisy - qui a brillé la saison passée en Champion's League - a provisoirement quitté le stade Georges Maquin de Viry-Chatillon, en travaux depuis mai, pour jouer au stade départemental Robert Bobin d'Évry-Bondoufle. Le lieu accueillera d'ailleurs le Championnat de France de D1 toute cette année. **Pour supporter l'équipe essonnienne, rendez-vous le dimanche 16 octobre : les Juvisiennes affronteront les joueuses de Saint-Brieuc !**

L'Essonne sous **les projecteurs**

Les tournages de films ou séries télévisées se multiplient dans le département. Dernier en date : "Après-Mai", un long-métrage du réalisateur Olivier Assayas, qui a posé sa caméra à Brunoy et à Orsay cet été. Sortie prévue à l'automne 2012.

Une Simca est garée devant le gymnase de l'université d'Orsay. Accoudés sur cette voiture des années 1960, trois lycéens en jean pattes d'éph'et sac à dos "vintage" écoutent les derniers conseils d'Olivier Assayas*, tandis qu'une quinzaine de techniciens déroulent des câbles, branchent les caméras, braquent les projecteurs. "Silence... moteur... action..." Comme décors de son prochain film, "Après-Mai"**, le réalisateur français a choisi des sites essonniens.

En août, la production a ainsi pris ses quartiers sur le campus d'Orsay, désertique lors des congés estivaux. Outre le gymnase, des scènes ont été tournées à la cafétéria, sur les cours de tennis puis à la piscine municipale, dans le centre-ville. "Nous recherchions des bâtiments à l'architecture des années 1960, avec une esthétique industrielle nécessaire pour ce film d'époque. Le campus a aussi l'avantage de proposer plusieurs décors au même endroit", explique Benjamin Hess, directeur de production. **Quelques jours auparavant, des scènes ont été filmées dans le lycée Talma de Brunoy**. Signe que l'Essonne présente de réels atouts pour les cinéastes : variété de ses paysages, patrimoine riche, jardins, friches industrielles... à moins de 50 km de Paris.

Le hasard faisant parfois bien les choses, Olivier Assayas a lui-même fréquenté les bancs des écoles essonniennes (à Gif-sur-Yvette, puis Orsay). Le scénario a d'ailleurs un accent autobiographique. "Après-Mai" retrace l'itinéraire de lycéens, trois ans après mai 1968. Engagés dans un activisme encore immature, ils blessent accidentellement un vigile lors d'un raid nocturne. Pour se faire oublier, ils gagnent l'Italie au cours d'un voyage initiatique, qui marquera aussi la naissance artistique du personnage principal, Gilles. Hormis Lola Creton et André Marcon, les acteurs ont été choisis lors d'un casting "sauvage". Comme Clément Métayer, 17 ans, qui interprète Gilles : "J'ai été repéré dans la rue, avant de faire des essais devant Olivier. Le tournage a été une expérience formidable."

* "Paris s'éveille" (1991), "Irma Vep" (1996), "Clean" (2004), "L'heure d'été" (2008), "Carlos" (2010), etc.
** Une production MK2

essonne.fr

Olivier Assayas dirige les acteurs de son prochain film "Après-Mai", l'itinéraire d'un groupe de lycéens trois ans après Mai 1968.

Le Conseil général en coulisses
Depuis 2010, le Conseil général met en place un dispositif spécifique pour gérer l'accueil des tournages. L'objectif est triple : d'abord, promouvoir le patrimoine départemental ("Cloclo", film sur la vie de Claude François qui sortira en mai 2012, a été tourné au moulin de Dannemois). Ensuite, jouer un rôle de facilitateur : accueillir les équipes, obtenir les autorisations nécessaires, etc. Enfin, bénéficier des retombées économiques et culturelles de la présence des équipes du film : "Par exemple, pour le tournage de "La mer à l'aube", du cinéaste Volker Schlöndorff, qui s'est déroulé sur la base militaire de Montlhéry, nous nous sommes impliqués pour que la figuration soit essonnienne et découvre ainsi les coulisses du septième art", explique Stéphanie Ferrand-Issard, chef du service de l'action culturelle.

Le campus d'Orsay et le lycée Talma de Brunoy ont servi de décor des années 1960.

essonne.fr

Essonne
LE CONSEIL GÉNÉRAL

FÊTE DE LA SCIENCE

du 12 au 16 oct. 2011

Charlotte fait de la chimie sans le savoir !
Le shampooing contient des tensio-actifs,
qui en se mélangeant avec les molécules
d'eau entraînent une réaction chimique.
Sacrée ptite chimiste !

En se lavant les cheveux,

$C_{12}H_{25}SO_4K + H_2O =$ solution moussante

le savoir partagé
www.savoirs.essonne.fr

FÊTE DE LA SCIENCE
Du 12 au 16 octobre 2011
www.fetedelascience.fr

+ de 250 animations sur toute l'Essonne
Entrée libre et gratuite infos au 01 60 91 26 41
Programme complet sur essonne.fr